Hommage à Jean-Louis Hurst au Centre culturel algérien, le 15 Juin 2014

Liasse 6
L'affaire Hurst

Libérons l'école !

Jean-Louis Hurst est mort il y a peu. De nombreux textes lui rendent hommage évoquant assez précisément son passé de déserteur et de soutien à la libération de l'Algérie. Quelques uns font rapidement mention de ses démêlés avec l'Education Nationale. Or, pour notre part, c'est par ce qui s'est appelé « l'affaire Hurst » que nous l'avons rencontré. Avec cette liasse nous entendons apporter notre contribution, en tant que projet d'archives militantes, à l'hommage qui lui est rendu en éclairant un épisode moins connu de son parcours.

Nous avons eu entre les mains, pour commencer, le premier numéro de « Libérons l'école », sous-titré « l'Affaire Hurst » et c'est en voulant comprendre le fil de cette histoire que nous en avons cherché plus sur cet épisode mêlant questions pédagogiques, répression de l'Education Nationale et du Parti Communiste, usage de l'audiovisuel et enquête sur les conditions de vie et de logement des élèves.

En 1972 Jean-Louis Hurst enseigne au collège Degeyter à Saint-Denis en s'inspirant des pédagogies alternatives et en particulier de la méthode Freinet. Les enfants travaillent et enquêtent sur l'affaire et le procès de Buffet et Bontems qui occupe alors largement l'espace médiatique (consécutif à la prise d'otage à la prison de Clairvaux qui a défrayé la chronique, les deux protagonistes seront condamnés à mort et exécutés). Les élèves rejouent le procès et sont filmés par Slon Vidéo. Peu après une inspection-sanction survient, Jean-Louis Hurst est accusé de faire travailler les enfants sur des questions morbides, de ne respecter ni les programmes ni son rôle et sa place d'enseignant, et se retrouve muté d'office dans un autre établissement. Un bras de fer s'engage, avec d'une part les enfants, des parents, des militants et d'autre part l'Education Nationale et le PCF. Il refusera sa nouvelle affectation et sera radié.

Voilà rapidement pour les faits dont on trouvera ici la trace. Dans cette histoire on pourra lire des aspirations à une autre école, à un autre rapport à l'enfance, une réflexion sur ce que pourrait signifier « faire de la politique » à l'école. On rencontrera aussi un mouvement de solidarité autour d'un refus d'obéir dans lequel les enfants prennent leur place, énonçant une revendication commune : « *libérons l'école !* ».

Tout cela est intéressant et significatif. Mais ce qui a plus encore attiré notre attention, c'est un élément dont certains écrits portent la trace : après son travail autour du procès de Clairvaux, les liens avec la 6ème C se resserrent, enseignant et enfants sortent de l'école et c'est avec une caméra qu'ils iront dans les bidonvilles, lieu de vie de certains d'entre eux. Or on verra dans cette liasse comment certains documents, auxquels nous avons été particulièrement attentifs, font de cet épisode la raison de l'affaire dont le procès de Clairvaux n'aurait été que le prétexte, montrant par là à quel point témoigner de la réalité des bidonvilles dans une optique contestataire pouvait alors être insupportable au pouvoir en place, y compris (peut-être à l'époque surtout) aux municipalités communistes.

Ce sont donc deux problématiques sur lesquelles les Archives travaillent en ce moment que l'affaire Hurst croise, la question de l'école et des mouvements de scolarisés, et celle des bidonvilles au début des années 70. Nous avons d'ailleurs consacré une liasse à chacun de ces deux sujets, téléchargeables sur le site des archives.

Pour compléter cet ensemble de document, le premier numéro de *Libérons l'école* est aussi disponible dans son intégralité. Nous sommes toujours à la recherche d'autres éléments, en particulier des films tournés autour de cette affaire : *le contre procès de Clairvaux par une classe de sixième*, mais aussi *L'affaire Hurst* ainsi que les images tournées avec les élèves dans les bidonvilles.

Pour plus d'éléments, télécharger les liasses et s'inscire à la liste d'information : **getaway.eu.org - getaway@inventati.org**

Au cours de l'année 1972 avec la 6ème C du CES Degeyter à Saint-Denis, enquête et documentation sur le procès de la prise d'otage de Clairvaux, tournage du procès rejoué en classe par Slon Vidéo.

Le 4 mai 1972 Jean-Louis Hurst est muté à Stains suite à une inspection-sanction qui prend comme prétexte, parmi d'autres, le travail sur Clairvaux.

Le 12 mai, des élèves de la 6ème C adressent une lettre qu'ils ont rédigée au maire de St Denis.

Samedi 13 mai, Hurst et ses élèves se retrouvent au square, ils lui lisent la lettre envoyée au maire.

Le 15 mai, Hurst quitte son poste de Stains pour participer plus activement à la mobilisation à Saint-Denis.

Le 16 mai, diffusion d'un tract, avec les élèves de 6ème, à tout le CES, invitant élèves et parents à une discussion publique sur la mutation forcée de Hurst, accompagnée de la projection du film.

Mercredi 17 mai, les 6ème C sont en grève, ils restent 4 heures devant la porte, sous la pluie malgré les pressions et menaces de la direction et d'autres enseignants.

Samedi 20 mai, Hurst donne des cours sauvages dans le collège avec les 3ème. Les parents de l'APE, proche du PCF, débarquent pendant le cours.

27 mai, cours avec les 3ème le matin. Manifestation de 400 personnes à Saint-Denis, du collège jusqu'à la mairie, une délégation veut être entendue par le maire, les employés verrouillent les portes.

15 juin, manifestation de soutien à Paris, au Palace, 600 à 800 personnes répondent à l'appel du comité de soutien à Jean-Louis Hurst et de 10 groupes et mouvements pédagogiques pour « 6 heures sur l'école, pour l'école, contre l'école ».

22 juin, Jean-Louis Hurst est radié du cadre des instituteurs de l'Éducation Nationale.

Les Temps Modernes, n°317, décembre 1972, «En marge de l'affaire Hurst», Jean-Claude Girardin, pp. 1000 - 1001

Offensive conjointe d'élèves et d'enseignants contre l'ennui scolaire, l'affaire Hurst marque une rupture du consensus et se développe en action exemplaire opérant de façon originale le dévoilement de cet objet social ambigu qu'est l'école. En effet, sous le visage neutralisé de l'institution scolaire, des forces politiques sont à l'affut et l'affaire Hurst en-deçà de la répression administrative nous livre, en l'éclairant violemment, le conflit de deux projets sur l'école qui, jusque là, ne semblaient pas fondamentalement antagonistes.

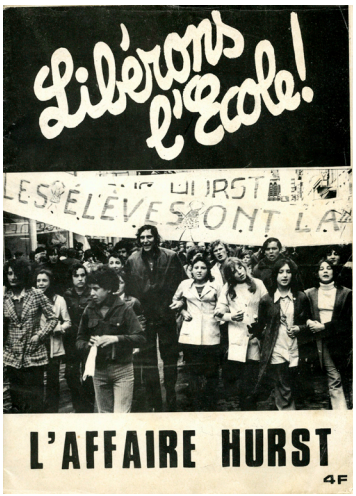
a) Schématiquement, le projet véhiculé par Hurst et ses élèves : vivre autrement l'école, au besoin en dehors de son cadre contraignant. Hurst, pédagogue bien noté, essayait d'être un éducateur digne de ce nom, à la manière des adeptes de la pédagogie Freinet qui pratiquent dans le quotidien de l'école bourgeoise un enseignement se refusant à infantiliser l'enfant.

Nul doute que ce projet, dans ses variantes multiples (pédagogie institutionnelle, autogestion pédagogique) ne s'apparente, par sa volonté de lier l'école à la vie, à un processus qui vise à déscolariser l'école à partir de l'institution scolaire : C'est-à-dire qu'il porte une logique de transformation sociale basée sur une pratique enseignante. Il est délicat de qualifier ce type de pratique a priori de réformiste ou de révolutionnaire. Il peut tout aussi bien conduire à un nouvel équilibre qui stabilise le système en le modifiant sensiblement, que, dans certaines situations tendues, le bousculer fondamentalement. Il semble qu'il soit soumis à la situation externe qui décide d'une cristallisation dans un sens ou dans un autre.

Ce projet, à en croire les déclarations gouvernementales, n'est d'ailleurs plus marqué du sceau infamant de la subversion, il est plus ou moins toléré (récupéré ?) à condition qu'il ne fasse pas l'objet d'expérimentations sauvages (Hurst, justement). Tout est dans la manière de procéder et l'Institut National de Recherche et Documentation Pédagogique (I.N.R.D.P.), a conçu à cet effet des écoles expérimentales. Bref, que tout se passe dans l'ordre et, l'audio-visuel aidant, les enseignants progressivement reconvertis en animateurs socio-culturels auront pour tâche de promouvoir dans les meilleures conditions l'enfant-marchandise sur le marche du travail qui leur tend les bras.

b) Au milieu de cette guérilla subtile que les enseignants progressistes mènent depuis longtemps contre l'institution poussiéreuse, intervient dans le cas qui nous occupe une troisième force qui précipite les événements. Je veux parler du P.C.F. dont l'entrée en scène dans l'affaire Hurst est à l'origine de ces quelques lignes. En deux mots, Hurst enseignait à Saint-Denis, banlieue ouvrière, et Saint-Denis est, comme chacun sait, depuis des décennies, propriété du P.C.F. Je pense que l'élément déterminant de l'affaire Hurst est a chercher dans cet environnement « communiste » qui a donné à une banale expérience pédagogique une dimension inespérée permettant, de surcroît, d'amorcer une clarification de positions jusque là plus ou moins floues sur l'école.

Libérons l'école, «L'affaire Hurst», 1972, p. 1



Un prof sanctionné. Un de plus ?

Toutes les conditions sont réunies pour que l'Affaire Hurst n'en soit pas une. Jean-Louis Hurst est seul.

Il a quitté le S.N.I. pendant la guerre d'Algérie. Il n'est membre d'aucun parti ou groupe politique puissant. Au C.E.S. Degeyter — seul à n'avoir pas fait grève en Mai 68 - sa pédagogie et l'amour que lui vouent ses élèves effraient. Le soutien des collègues est exclu.

Et pourtant, il n'en sera pas ainsi.

D'abord, à cause des élèves. Ils n'acceptent pas. Malgré la décision des bureaucrates, Jean-Louis Hurst reste leur professeur et leur ami. C'est là une réalité contre laquelle personne ne pourra rien. Ils feront la grève — la grève à douze ans.

Et puis, il y a les parents des élèves de Hurst — presque tous des travailleurs manuels. La majorité le soutiennent, certains avec passion. Ceux qui ont la confiance de leurs enfants, qui les ont vu se transformer cette année et qui ont compris qu'il s'était passé quel que chose d'essentiel.

Il y a aussi tous les jeunes enseignants qui connaissent le travail de Hurst, qui ont vu le film réalisé dans sa classe et qui ne sont pas de « ceux qu'on met au pas ».

Spontanément, élèves, parents, enseignants se groupent en comité de soutien pour défendre Hurst, pour exiger sa réintégration. Mais aussi pour contre-attaquer. Puisqu'il a la confiance de ses élèves et de leurs parents, puisqu'il sait qu'il n'est pas seul, que des centaines d'enseignants lui manifestent leur soutien, Jean-Louis décide qu'il n'abandonnera pas son poste. Pendant trois semaines, il se rendra dans sa classe aux heures habituelles jusqu'au jour où le C. E. S. sera encerclé par la police.

Peu à peu la vérité se fait jour. Le dossier administratif de Hurst est vide. La bureaucratie académique a cédé aux pressions. C'est à Saint-Denis qu'on a décidé d'avoir la peau de Hurst. Et ceux qui ont tout machiné dans l'ombre sont contraints de montrer leur vrai visage.

Comment s'est montée la manoeuvre ? Qui a eu l'initiative ? Peu importe. Directrice du C.E.S., bonzes syndicaux, notables locaux, mais surtout le comité croupion qui manipule l'A.P.E. : tous les propriétaires de l'école s'y sont mis.

A Saint-Denis, le pouvoir local a mis son poids dans la balance. Pour chasser Hurst de la ville, il n'a pas hésité à marcher la main dans la main avec le pouvoir central. Ne perdons pas de temps en vaines polémiques. C'est un fait.

Et maintenant...

L'Affaire Hurst a eu un retentissement immense à Saint-Denis et dans tout le pays. Ceux qui ont voulu la réduire à une minable affaire d'agitateurs gauchistes en seront pour leurs frais. La sanction contre Hurst est devenue un symbole. Si elle est maintenue, c'est la façade de la réforme pédagogique qui s'effondre. C'est l'aveu que l'Ecole ne peut réellement s'ouvrir sur la vie sans être menacée dans ses fondements. C'est une menace permanente pour tous ceux qui ne s'installent pas dans l'illusion pédagogique. Il n'est pas question d'attendre patiemment que tous les Hurst en puissance aient été victimes de l'épuration. Il n'est pas possible de livrer sans cesse des combats d'arrière-garde pour défendre tels élèves ou tel professeur sanctionné. Aujourd'hui, partout où nous sommes, soutenir Hurst, c'est faire comme lui.

C'est un combat pour la libération de l'Ecole qui commence

Libérons l'école, «L'affaire Hurst», 1972, pp. 3 à 6

L 'AFFAIRE

le 13 mai 1972

AUX PARENTS DE MES ELEVES

Je viens d'être renvoyé du C.E.S. Degeyter, en pleine année scolaire, et muté à un nouveau poste. La raison invoquée par l'Administration est mon « inaptitude ».

Je dénonce l'hypocrisie d'une telle sanction qui veut me faire passer pour incapable d'instruire vos enfants tout en me confiant ceux de la commune voisine.

Autre hypocrisie : il aurait fallu 11 ans à l'Education Nationale pour se rendre compte de mon incompétence.

Car j'ai enseigné 5 ans dans le Primaire et 6 ans dans le Secondaire. Je suis instituteur titulaire au 5ème échelon. J'ai été aussi animateur pendant 3 ans dans un service de Jeunesse et Sport.

A part peut-être l'actuelle année scolaire, sur laquelle je vais m'expliquer, ma carrière peut être considérée comme parfaitement honorable pour mes censeurs :

— Sorti 1er de promotion du stage à l'Ecole Normale d'instituteurs d'Aix-en-Provence en 1956 ;

— C.A.P. d'instituteur avec la note 13 (une des meilleures de mon département) en 1957 attribuée par M. l'Inspecteur Legrand, aujourd'hui directeur à l'Institut Pédagogique National, qui avait apprécié, dès cette époque, mes efforts pour réaliser une pédagogie nouvelle (Freinet) dans ma classe.;

— directeur d'un centre de formation professionnelle (dit « Ferme de la Jeunesse ») en Algérie en 1963 ;

— licence d'enseignement de Géographie en 1968 et préparation d'une maîtrise d'Histoire ;

— détaché 2 ans comme professeur d'Histoire et Economie auprès d'élèves ingénieurs près d'Alger en 1966 et 1967 ;

— ma dernière note d'inspection (avant celle de cette année) est un 16,5 avec félicitations de l'Inspecteur d'Académie. En conclusion, le rapport me considère comme un « professeur d'avenir ».

Et c'est ce professeur d'avenir que l'on menace aujourd'hui, dans son arrêté de mutation, de « contrôler avec un soin particulier » comme on le ferait d'un pestiféré.

Le vrai motif de la sanction qui me touche (et vos enfants autant que moi) n'est pas mon «inaptitude» à enseigner. C'est le désaccord d'autorités administratives avec les méthodes et le contenu de mon enseignement. Le fond du problème, je le crois, et ce que certains ne nous pardonnent pas, c'est un peu ça : nous nous aimions la 6ème C et moi.

Mais il faut dire que nous n'y sommes pas arrivés simplement en faisant des dictées et des conjugaisons.

Ce qu'on propose trop souvent à vos enfants, c'est d'apprendre des mécanismes, de se plier à des règlements et de faire semblant de s'émouvoir de temps en temps sur des textes un peu poétiques qui décrivent une vie qu'ils ne connaissent pas et ne connaîtront jamais.

Depuis longtemps je savais ce qu'on essaie de faire des écoliers: de petits robots qui disent « oui monsieur » et qui tirent des casiers tout prêts de leurs têtes quand on leur donne un exercice à pièges sur les subjonctifs et les accords de participes passés. Depuis longtemps, avec beaucoup d'autres enseignants, j'avais décidé de faire entrer le vie dans ma classe. Nous ne travaillions plus tellement à partir des textes des livres, mais à partir des récits que les élèves faisaient de leurs expériences, en les corrigeant et en les enrichissant collectivement.

Pourquoi faudrait il apprendre le français en s'inspirant des paysages d'automne de Lamartine alors qu'il ne reste qu'une quarantaine d'arbres à Saint-Denis ? Est-ce qu'Evelyne, Mario, Pascal ou Fatima ne l'apprendront pas mieux en rectifiant sans cesse et en enrichissant de mots nouveaux, avec mon aide, ce qu'ils disent dans leurs conversations de tous les jours ?

Il n'est pas possible d'instruire un enfant sans l'intéresser. Il n'est pas possible de l'intéresser sans partir de ce qui le concerne ou le préoccupe.

C'est pourquoi, dans ma classe, il y avait des débats libres, enregistrés et corrigés au magnétophone et plus tard au magnétoscope.

C'est pourquoi au premier trimestre. L'oral l'a emporté sur l'écrit car je voulais que les élèves, déformés par 5 années de règles, osent utiliser spontanément leur langage. C'est pourquoi, au deuxième trimestre, nous avons peu travaillé sur des cahiers bien léchés, mais plus souvent sur des bouts de papier où l'enfant notait rapidement ce qu'il voulait dire, voyait mes ratures, corrigeait avant de les jeter. A quoi cela sert-il de collectionner ses fautes dans un classeur bien tenu et de se sentir propre mais coupable ? Il est temps que la langue tasse partie de nous-mêmes et non pas de nos archives.

C'est pourquoi, en géographie, quand je devais faire un cours sur l'inde à des 5ème, je ne commençais pas à parler de montagnes ou de fleuves dont mes élèves ignoraient tout. Nous démarrions tout logiquement sur le conflit indo-pakistanais qu'ils avaient tous entrevu à la télévision et nous comprenions mieux ensuite l'importance que pouvaient avoir les montagnes ou les fleuves dans la vie des hommes.

Cette façon de faire classe, beaucoup de gens dans l'Education Nationale aujourd'hui l'acceptent, la pratiquent ou l'encouragent. Pour certains, c'est même devenu une véritable mode, un snobisme : pour être à la page, il faut faire des exposés, des textes libres, de l'audio-visuel, un journal scolaire rempli de délicieuses anecdotes, des classes-promenades, de la « linguistique structurale et fonctionnelle » hors des exercices abstraits ; en un mot, de la « pédagogie vivante ». C'est même institutionnalisé puisque dans les instructions officielles de juillet 1971 on lit : « Le professeur éveillera avec fruit le désir de s'exprimer s'il propose des sujets fondés sur l'expérience de l'enfant, celle de sa vie quotidienne, etc. ».

Tout cela, je l'avais pratiqué et j'ai continué à le faire en partie. Mais cette année il s'est passé quelque chose qui m'a obligé à aller plus loin. L'important pour moi, ce n'était plus de bien faire classe, c'était la vie de chacun de mes élèves. Alors, quand j'ai eu ces gosses de 6ème C devant moi (et les autres que je voyais une heure ou deux par semaine en géographie), quand j'ai vu où ils habitaient (ceux de la Plaine coincés entre l'autoroute et les usines, ceux du Franc-Moisin dans leur boue et leurs cages à lapins tonitruantes, ceux des vieux quartiers de la Zone), quand je les ai entendu raconter leur vie (les uns n'ont même pas de passé ne sachant rien de leur pays d'origine, ni d'avenir ne sachant pas où ils habiteront l'année prochaine ; la plupart ont leur existence enfermée dans un carré formé par leur maison, l'école, un square ou un cinema) et quand je les ai sentis pourtant si curieux de tout ce qui se passait dans le monde, si implacables dans leurs jugements, si exigeants . . . alors je les ai pris très au sérieux.

J'ai compris définitivement que l'Enseignement et l'Education c'était une seule et même chose. Qu'il ne fallait pas voir l'élève, mais l'homme en préparation. Qu'il fallait se comporter avec les enfants, pendant les heures de classe, comme on se comporterait avec eux en dehors de l'école, comme on se comporterait s'ils étaient nos propres enfants.

Pour moi cela veut dire : ne pas être pressé, dialoguer à égalité, être continuellement à leur écoute, leur apprendre à découvrir et à comprendre les choses au lieu de les leur imposer. C'est-à-dire les respecter.

Et c'est ainsi que nous avons fait (entre autres) cette enquête, ce procès et ce film-vidéo sur la peine de mort qui nous ont été tant reprochés ensuite par l'Administration.

Pour ceux d'entre vous à qui je n'ai pas pu le dire de vive voix, il faut que j'explique un peu comment cela s'est passé afin que vous compreniez mieux les principes qui me guidaient.

Quand il y a eu l'affaire de Clairvaux, plusieurs enfants en ont parlé en classe. (Dans la mesure où ils pouvaient en parler librement chez moi, cela veut dire que j'appliquais une pédagogie que certains appellent « anti-autoritaire »). Je leur ai demande leur avis, et l'énorme majorité a voté pour la condamnation à mort immédiate des deux assassins. Alors j'ai fait semblant de me mettre en colère et je leur ai demandé de quel droit ils se permettaient d'envoyer à la guillotine des gens dont ils ne savaient absolument rien. J'ai ajouté : « Ici, celui qui n'a pas fait d'enquête n'a pas le droit a la parole ». (D'éminents pédagogues diront donc que je suis un « anti-autoritaire directif », définition qui me convient assez.).

C'est ainsi que les élèves ont commencé à travailler en équipes pour constituer des dossiers d'articles de journaux, interviewer les gens,

Libérons l'école, «L'affaire Hurst», 1972, pp. 3 à 6, (suite)

organiser une défense et une accusation, etc.

Et comme c'était devenu leur grande préoccupation, tout logiquement nous nous sommes mis à corriger l'oral puis l'écrit de ce qui était le fruit de leurs recherches, au grand scandale de certains qui, s'aperçurent qu'on pouvait faire aussi de l'orthographe et de la grammaire avec Bontems et Buffet.

Puis nous nous sommes filmés. Ce fut un choc bénéfique pour chacun d'entre nous de voir aussi objectivement ses insuffisances dans la manière de s'exprimer. Mais aussi quelle énorme confiance en soi cela donne brusquement d'être écouté avec tant d'attention !

Mais nous n'avons tout de même pas passé tout notre temps à parler de cette affaire que nous ne traitions que lorsque les recherches avaient sensiblement avancé. C'est donc une calomnie que de faire croire que nous y avons consacré des mois. D'autres sujets nous intéressaient tout autant, comme la vie à Saint-Denis, notre correspondance avec une 6ème de Bretagne ou, pourquoi pas, une fable fort vivante de M. de La Fontaine.

Mais revenons à la peine de mort. L'Administration m'a accusé de me complaire dans des sujets morbides qui allaient traumatiser les enfants; elle m'accuse de violer leur conscience et de vouloir faire de la politique avec eux.

Ceux d'entre vous qui ont vu notre film ont été étonnés de la sérénité, de l'humour même, avec lesquels les enfants abordaient le problème. il y a un moment où Annick, qui est avocate (volontairement !) juge bon de lire un article où Buffet décrit une scène affreuse à laquelle il assista comme légionnaire en Indochine : une femme blessée porte ses boyaux dans ses mains. Alors, derrière Annick, il y a un joyeux luron qui dit : « Tais-toi, tu me donnes faim ! ».

Toute l'histoire de notre procès est là. Au départ, je pensais qu'on ne parlerait de Clairvaux que dix minutes. Mais figurez-vous : ils se sont accrochés. Et qu'est-ce qui les intéressait ? Le sang, les prisons, la guillotine ? Pas du tout. C'était une certaine passion de la recherche qui les avait saisis. Qui allait trouver le plus grand nombre de faits marquants, d'explications, d'arguments convaincants ?

Et ils se sont captivés pour un problème social (comme de bien d'autres par la suite), cela n'a rien d'étonnant. Ecoutez bien les enfants. Ils sont marqués par la rue et la télévision. Il ne cessent de parler de l'actualité.

Personnellement, je me moquais comme de l'an 40 de cette affaire judiciaire (même si à la fin du procès les deux tiers de la classe avaient viré et étaient contre la peine de mort). Ca n'a été pour moi, du début à la fin, qu'un prétexte :

1 - pour inciter mes élèves à s'exprimer mieux puisqu'ils avaient été intarissables sur ce sujet ;

2 - pour leur apprendre que dans la vie, que dans la société dans laquelle ils vivent, ils ne doivent pas tout gober sans réfléchir, mais comprendre ce qu'il y a derrière chaque chose, chaque événement, savoir les analyser et éventuellement les transformer.

Cet apprentissage n'est jamais trop précoce. C'est pourquoi certains d'entre vous me disaient leur émerveillement que depuis ce moment leur fils ou leur fille s'intéressait à tout, prenait la parole à la maison et la gardait. Je sais par contre que des professeurs, eux, s'en sont plaints. Et pour cause !

Et je pose la question : qui est-ce qui viole la conscience des enfants? Ceux qui les laissent s'exprimer et leur demandent d'être plus convaincants, ou ceux qui exigent d'eux le silence le plus absolu et ne leur laissent aucune initiative ?

Quant à la politique, je le dis franchement (c'est une chose que mon expérience personnelle m'a apprise) : la meilleure façon de dégouter un individu d'une opinion quelconque, c'est de le contraindre à l'accepter par la force comme par le charme.

Personnellement, je ne crois plus en Dieu (malgré 15 ans d'éducation religieuse !), mais-quand ma fille, qui a huit ans, me demande : «explique-moi qui est Dieu », je lui dis : « Moi, je crois qu'il n'existe pas, que c'est une idée inventée par les hommes ; mais Albert, lui, y croit ; demande-lui son avis et décide ce que tu veux ».

Je ne commettrai jamais l'erreur de dire à mes élèves : « Ceci est bien, ceci est mal ». Je leur dis : « Renseignez-vous là-dessus, voyez les causes et les conséquences, vous nous donnerez votre opinion et, si d'autres ne sont pas d'accord, nous en discuterons ».

Je crois qu'on pourrait appeler cela une véritable instruction civique:

Il y a dans nos écoles une hypocrisie sans borne en ce qui concerne la politique. Ce sont souvent ceux qui disent ne pas en faire, qui en ont peur, qui la détestent... qui imposent en fait une ligne politique à leurs élèves. Ils leur inculquent la docilité dont d'autres profiteront ensuite à la caserne et à l'usine; ils les obligent à exprimer non pas leurs idées, mais celles des commissions ministérielles qui ont rédigé les livres; ils «orientent» pour la vie, avec un souverain mépris de la condition sociale de leurs élèves, les uns vers le cycle long, les autres vers le court, puis font semblant de s'étonner que le fils de bourgeois soit au lycée et le fils d'ouvrier au C.E.T.

Vous qui êtes en majorité des travailleurs manuels (français ou immigrés), vous savez donc déjà le sort réservé à vos enfants. Tout est joué d'avance. Les professeurs sont simplement utilisés pour opérer cette énorme sélection après avoir collaboré à ce formidable matraquage des cerveaux. Et beaucoup acceptent sans même en être conscients.

Dans ma classe, j'essayais que les choses se passent différemment. Nous nous retrouvions aussi en dehors de l'école pour faire des enquêtes ou des films. Et l'on partait ensuite présenter ces films dans toute la région parisienne à des enfants, des parents, des professeurs. Les élèves présentateurs étaient considérés avec respect, les adultes tenaient le plus grand compte de leur point de vue. Ils faisaient un apprentissage d'hommes responsables. Leur fierté rejaillissait sur la classe tout entière. D'ailleurs, nous ne formions plus une vraie classe, mais plutôt une grande famille. C'est évident, nous ne jouions plus le jeu. De quel droit aurait-on encore appelé ça un professeur et des élèves ?

L'Administration s'est crue atteinte dans sa dignité, puis elle a pris peur.

Ce fut d'abord l'opération de harcèlement, avec les convocations et les critiques constantes de la directrice ; puis l'intimidation avec une visite-éclair d'une demi-heure, la veille des vacances scolaires, d'un inspecteur qui s'employa surtout à regarder des cahiers ; enfin la condamnation : nous étions devenus « inaptes » mes élèves et moi. Car ne vous y trompez pas. Si l'on me déplace par mesure de salut public, les notables du C.E.S. Degeyter vous le diront : il n'y a pas que Hurst qui était fou, tous ses élèves de 6ème C sont atteints. La preuve: ils ont commencé à penser avec leur propre tête !

Mais le plus tragique pour tous les notables de l'Education Nationale, c'est qu'ils sentent bien que notre cas n'est ni individuel, ni isolé. Partout le malaise grandit dans les écoles de ce pays, le fossé se creuse entre les élèves et leurs professeurs, entre les partisans de l'ordre ancien et les partisans de la vie.

Et ils devinent déjà quels seront les vainqueurs.

Telle est, je le pense, la vraie raison de la sanction qui est portée contre vos enfants et contre moi.

Nous sommes des boucs émissaires.

On démolit une classe un mois et demi avant la fin de l'année scolaire. Pourtant nous avions encore des choses très sérieuses à faire ou à terminer dont un film sur la vie des quartiers et un voyage en Bretagne. Mais quelle importance cela peut avoir pour les notables?

Je vous le demande : qui a le droit de remettre en question les activités d'une collectivité organisée ?

Ceux qui vivent en dehors d'elle ou les membres de cette collectivité?

Qui sont les plus aptes à juger un professeur ? Une Administration qui le contrôle indirectement, épisodiquement, ou bien ses élèves et leurs parents ?

VOUS AVEZ LA PAROLE

Jean-Louis HURST

Libérons l'école, «L'affaire Hurst», 1972, pp. 39 à 43

le 11 juin 1972

LE TOURNANT

Je n'aurais jamais imaginé qu'une telle aventure nous arrive un jour. Bien sur, je ne faisais pas classe de manière traditionnelle. Depuis mon adolescence, je suis du camp de ceux qui aspirent à la Révolution. Pour moi, cela veut dire quelque chose du point de vue des rapports entre les gens. Donc je ne pouvais rien faire de manière traditionnelle.

C'est pourquoi dans ma classe (on l'a écrit) il y avait des débats, des enquêtes, des enregistrements de films. Pas seulement DANS ma classe d'ailleurs, mais surtout au dehors. Il est fini ce temps où l'éducateur d'avant-garde faisait entrer la vie dans l'école. Comme si l'école avait vraiment quelque chose à voir avec la vie !

Et pourtant, quand je repense à cette année scolaire (comme aux précédentes), les temps forts sont noyés dans une désespérante quotidienneté.

Je me levais à six heures et demi. Pendant plus d'une heure, je me trainais comme un automate entre mon café, mon rasoir, les embouteillages de banlieue et le C.E.S. Cela avait chaque fois un goût de mort.

Les gosses étaient là, à peine réveillés, tirant des cartables bourrés (ils ont la manie d'emmener tous leurs livres et leurs cahiers, sans parler du Larousse). Ils montaient les escaliers comme un troupeau servile et, pendant la première heure, sans réflexe, ils attendaient tout de moi. Moi qui ne pensais qu'à mon lit ou, à la rigueur, à une plage au soleil.

Et j'étais là pour les « éveiller à la vie » !

Après la récréation, ils tenaient à pleine forme. Moi j'étais enfin sur pied. Nous pouvions dialoguer à égalité. Pas toujours d'ailleurs. Parfois j'étais rapidement submergé par les interventions et avais des difficultés à donner mon point de vue. Il m'arrivait donc aussi de jouer le professeur.

C'est le samedi que ma position était la plus intenable. Professeur le matin, copain l'après-midi quand nous partions enquêter ou filmer dans les quartiers. Imaginez-vous ce que cela peut être ? Ce sont deux personnages très différents. Belle contradiction à assumer ! J'en gardais le sentiment d'une grande bâtardise.

Mon métier ne me déplaisait pas trop parce que j'avais su le rendre plus attrayant. Mais je me cognais à tout moment à ses limites et j'étais très mal dans ma peau.

Mes élèves aussi, c'est évident. Nous n'allions jamais au fond des choses. Nous ne faisions pas réellement ce que nous voulions. Nous n'étions jamais tout à fait nous-mêmes.

Des exemples ? Il y avait dans ma classe une vie démocratique, des équipes, des assemblées générales. Un jour, Eric y a dit : « On devrait avoir le droit d'élire nos professeurs ». Pourtant, dès l'heure suivante, ils se retrouvaient tous sur une autre planète où ils étaient tenus au silence.

Le travail d'équipe, en classe et surtout au dehors, nous avait considérablement rapprochés. Il s'était tissé entre nous des liens d'affection. Un jour, Janine a demandé : « Si nous sommes des amis, pourquoi on ne s'embrasse jamais ? ». Il y avait en 5ème une fille qui s'est fait renvoyer pour avoir embrassé un garçon dans la cour.

Nos correspondants de Bretagne nous ont demandé qui était Degeyter (c'est le nom de notre C.E.S.). Nous nous sommes renseignés : c'était le compositeur de « l'Internationale ». Apparemment, personne en 6ème C ne semblait avoir jamais entendu parler de ce chant. Les élèves m'ont donc demandé de le leur faire écouter. « L'Internationale » en classe ? Je tenais à ma carrière. J'ai sans cesse repoussé à plus tard.

Pascal, c'est connu, est un caricaturiste de génie. Ses deux cibles préférées étaient le prof. de math et Pompidou. Mais on l'empêchait de dessiner ce genre de sujet aussi bien chez lui qu'à l'école. Il se rattrapait donc pendant les cours de français. L'ennui, c'est qu'ils étaient limités dans le temps . . . Mario, de son côté, s'intéressait à nos recherches. Mais il détestait à ce point « l'école-caserne » qu'il détériorait systématiquement notre matériel en classe alors qu'il le protégeait jalousement à l'extérieur. En additionnant les multiples besoins des élèves de la 6ème C, on se rendait compte qu'il était urgent de trouver une maison vide à Saint-Denis pour y poursuivre nos activités en dehors des horaires scolaires.

Evelyne et Sylvie en avaient trouvé une, abandonnée, à la Plaine. Nous avons caressé quelques projets.

Mais avant même d'entreprendre la première expédition, nous étions avisés par les autorités locales qu'il n'y avait rien à squatteriser dans le coin. Nous nous sommes donc résignés. Nous n'avons même pas été capables d'analyser très précisément ce que représentait ces fameuses autorités locales. On a tellement de scrupules à faire de la politique. Et avec des enfants en plus, vous vous rendez compte ?

Mais à un moment il y a eu comme un miracle. Les langues se sont totalement déliées, les sentiments ont éclaté, les prises de conscience ont été foudroyantes, chacun a pris ses responsabilités, tout le monde est passé à l'action directe. Ca a été, en quelque sorte, ... la Révolution. Ses principaux acteurs avaient moins de treize ans.

Quand les gosses ont appris que j'étais muté, ils ont d'abord chialé. Mais, une fois le désarroi passé, il y eut des choses incroyables.

C'est comme si tout ce que nous effleurions timidement depuis huit mois (autonomie, esprit critique, analyse de la situation, initiative, travail collectif) s'était brusquement concrétisé en chacun. Comme si, plutôt, ça avait existé de tout temps.

La 6ème C est entrée en résistance, spontanée puis organisée, et elle a entrainé progressivement presque tout le C.E.S.

Il y a d'abord eu la lettre des enfants au maire, nette, impérative: que justice soit rendue. Puis la grève des cours qui s'est discutée âprement sur le trottoir : ceux qui entraient au collège étaient impitoyablement accusés de trahison. Il y eut alors des drames de conscience. Madi, qui est sous surveillance maternelle étroite, hurlait pour sa défense : « Si, si, je vous le jure, moi aussi je l'aime, Hurst». Pascal a lancé une pétition qui a été signée par plus de trois cents élèves. Quand notre Comité de soutien (formé d'enseignants de la région et de Vincennes) distribua ses premiers tracts, les gosses les lui arrachèrent pour les distribuer eux-mêmes. Il y avait des inscriptions vengeresses sur tous les murs de l'établissement, dont certaines tout à fait indélébiles. Pendant trois semaines, les professeurs de Degeyter ont à peine pu faire classe: les élèves étaient sans cesse aux fenêtres ou à leur demander des comptes.

Je le reconnais, au début j'ai flanché. La mesquinerie de l'Administration m'avait donné la nausée. J'allais changer de poste. C'est la détermination de la 6ème C qui m'a forcé à résister à mon tour. Alors ça fit boule de neige. Quand « j'occupais » ma classe, les élèves me rejoignaient secrètement. Au début, ils en ressortaient précipitamment à la première semonce directoriale. Puis il fallut les rappeler à l'ordre.

Puis ils n'obéirent plus du tout et on dut les extraire de force. Plus aucune menace ne les intimidait.

C'était la fronde ouverte. La directrice n'osa plus sortir de chez elle. Quand les flics ont cerné le collège, ils se sont fait huer. Il fallut fouiller les élèves car ils introduisaient les tracts clandestinement avant de les distribuer ouvertement dans les cours. Un beau jour, ils firent leurs propres tracts (« on n'est pas des bêtes ») et créèrent leur première chanson de lutte.

On prit l'habitude de se retrouver quotidiennement dans le square Degeyter. Maintenant il n'y avait plus de fausse pudeur. On se tutoyait et on s'embrassait en se quittant.

Le plus spectaculaire se passa dans la rue. Il y avait une époque où les élèves de la 6ème C, qui présentaient nos films en public, avaient le trac et minaudaient. Maintenant ils montaient sur un banc, prenaient le micro devant cinq cents personnes et disaient : « Nous ne voyons pas pourquoi on devrait se farcir longtemps encore des profs arrières qui sont juste bons à nous coller et pourquoi on accepterait sans rien dire qu'on nous prenne un ami qui nous a appris a réfléchir ». Et puis surtout il y eut la manifestation dans Saint-Denis, au beau milieu de la foire annuelle. C'est vrai, les premiers slogans n'ont pas été lancés par les gosses (c'était leur première manif), mais il faut voir avec quel enthousiasme ils les ont repris : « Les jeunes - ont droit à la parole !», « A bas - l'école - des flics et des patrons ! », « Libérons l'école ! ». On les entend encore aujourd'hui à chaque récréation.

Nous sommes arrivés devant la mairie en nous tenant par la main. Les grilles se sont refermées devant nous. Derrière, les manifestants ont entonné « l'Internationale ».

Nous l'avions enfin entendue.

C'est alors que le grand mot a été lance : Je « MANIPULAIS » les enfants. C'est comique quand on sait qui lança l'anathème ?

Ce fut le très respectable comité de l'Association des Parents d'Elèves (Cornec) de mon C.E.S. Il fut repris par notre Administration, puis par une partie de mes collègues de Degeyter (pauvre camarade qui donnas ton nom à cette prison !), puis par le Syndicat des Instituteurs (tendance dite « Unité et Action »), puis par la Municipalité de Saint-Denis (dans sa feuille locale), puis par le Parti au pouvoir dans le département, qui garde le nom de communiste. Le comité des A.P.E. fut constitué, en début d'année, par une « assemblée générale » de parents qui en regroupa

Libérons l'école, «L'affaire Hurst», 1972, pp. 39 à 43, (suite)

une vingtaine. L'Administration est composée d'une hiérarchie de quelques individus qui en supervisent des milliers. Le C.E.S. Degeyter regroupe les enseignants parmi les plus traditionalistes, les plus autoritaires et les plus « jaunes » de la ville (cet établissement n'a pas fait grève en mai 68). La tendance « Unité et Action » a la majorité absolue dans le S.N.I. départemental et y fait la loi.

La ville de Saint-Denis appartient au P.C.F.

Ces gens, qui manipulent les autres à longueur d'année, n'imaginent plus que l'on puisse agir autrement qu'en étant manipulé.

Ils méprisent les jeunes qu'ils mettent au pas dans leurs familles, dans leurs classes, dans leur cité sans verdure, sans loisirs, sans joie, exigent d'eux le silence et la soumission jusqu'au jour où ils pourront légalement voter et payer des impôts et ils n'imaginent pas que ces jeunes soient capables d'aimer, de penser et d'agir seuls, que souvent ils le font avec un courage et un sens de la justice que beaucoup d'adultes ont perdu à force de se soumettre.

Voilà ce qu'ils ont inventé, ces défenseurs de l'intégrité de l'enfant, pour que mes élèves et leurs parents renient l'amitié qu'ils avaient pour moi. Ils ont dit que je ne voulais pas enseigner l'orthographe aux enfants d'ouvriers afin qu'ils ne trouvent pas de travail, que je faisais de l'agitation au C.E.S. pour que personne ne puisse passer ses examens. Ils ont fait cerner l'école par la police. Ils ont matraqué la population de Saint-Denis de leurs tracts et de leurs journaux en nous présentant, le Comité de soutien et moi, comme des « fascistes» et des incendiaires. Ils sont allés voir les familles du bidonville qui me connaissaient, en leur disant qu'elles ne seraient pas relogées si elles se mêlaient de cette affaire « politique ». L'Inspecteur Tétard m'a dit que les enfants, on en faisait ce qu'on voulait et qu'il pouvait leur faire crier « A bas Hurst ! » en moins d'une semaine. L'inspecteur d'Académie a fait convoquer (acte sans précédent) l'A.P.E. et mes collègues pour leur demander d'exprimer leur hostilité à mon égard par écrit. Ils ont fait sentir à Monsieur R., seul à me défendre à l'A.P.E. (et seul représentant de la 6ème C d'ailleurs) qu'il était employé municipal et que sa place était précaire. Ils ont menacé un élève jusqu'à ce qu'il «avoue» que je lui avais soufflé ses discours à un rassemblement. Les parents « communistes » de Sylvie l'ont fait surveiller par leurs voisins pour qu'elle ne nous rejoigne pas. Comme elle a désobéi, ils l'ont à moitié passée par une fenêtre et ne l'ont pas nourrie d'une journée. Comme elle tenait bon encore, ils l'ont harcelée à neuf (dont une conseillère municipale) durant trois soirées, jusqu'à lui faire dire que je n'étais pas un bon professeur.

Mais il s'est passe exactement le contraire de ce qu'espéraient ces bulldozers de la manipulation. Je n'y suis pratiquement pour rien. Ma présence n'a fait qu'encourager les enfants. Nos ennemis ont fait le reste.

Plus nous en avions, plus les enfants se sentaient mobilisés et radicalisaient leurs jugements. Ils se sont mis à haïr la Dirch', à haïr les profs timorés, à haïr l'inspecteur Tétard (« la classe aura ta peau avant qu'tu n'sois crapaud ! »), et l'inspecteur d'Académie dont ils n'avaient jamais entendu parler auparavant.

Ils haïssent les flics. Ils haïssent l'Ecole. Certains même, aujourd'hui, haïssent leurs parents.

Quant au P.C.F., qui a jeté tout son poids dans la balance, les enfants d'abord n'ont rien compris.

Mais cela les tracassait. Ils ont rigolé en tisant « Saint-Denis Républicain » qui parlait de moi comme « Minute ». Ils ont écouté les conversations et pose des questions. Leur genre de réflexions : « Le P.C.F. c'était le parti des ouvriers. C'est pourquoi il y a beaucoup de communistes à Saint-Denis. Mais leurs chefs se prennent maintenant pour des caïds . . . S'ils sont contre Hurst, c'est parce qu'avec lui on faisait des films dans les quartiers. Quand on a tourné au bidonville du Franc-Moisin ou à la Plaine, où il y a les usines, on a dit ce qu'on pensait du Maire. Qu'il se foutait de nous. Qu'il n'y avait rien pour les jeunes, sauf un terrain grand comme un mouchoir de poche où il est interdit de marcher sur les pelouses qui n'existent pas, interdit de jouer au ballon, interdit de faire du vélo et du patin à roulettes. interdit de pisser, interdit de tout. Le maire a eu peur que ça se sache. Il a voulu la peau de Hurst avant qu'il ne soit trop tard ... Ils ont dit que Hurst était un gauchiste. Qu'est-ce que c'est un gauchiste ? C'est un type qui résiste, qui ne se laisse pas marcher sur les pieds. On est tous des gauchistes alors ! »

Oui, mes enfants se sont POLITISÉS. Dans la lutte. En se libérant.

Beaucoup pensent que c'est compréhensible pour les étudiants et tolérable pour les lycéens qui, au fond, sont déjà à la porte de l'Université. Mais pour les collégiens, c'est autre chose. Comme si des enfants de douze ans pouvaient avoir une opinion qui ne leur soit pas dictée ! Pourquoi pas dans le Primaire ou à l'école maternelle pendant que vous y êtes ?

Il y a des gens qui vivront toujours en dehors de l'Histoire. Vous souvenez-vous seulement de ce que vous disiez et pensiez à douze ans? Comparez un peu avec les enfants d'aujourd'hui. La télévision, bien sur, joue un très grand rôle. On peut connaître maintenant le monde entier sans quitter son fauteuil. Mais il y a d'autres explications à cette descente de la maturité dans les « classes d'âge ». Nous vivons dans une société en pleine crise idéologique, qui n'a plus aucune certitude, aucun tranquillisant, aucune valeur ferme à proposer à ses membres et notamment à ses enfants. Le doute, l'ironie s'installent partout. A commencer par l'école où l'on trouve encore des clowns qui sont payés pour vous faire croire aux divinités, à la Raison, à la mission civilisatrice de la France et à la ligne bleue des Vosges.

Monsieur R., qu'on a forcé à me renier, mais qui n'en reste pas moins profondément honnête, a dit un jour : « Si j'avais été, à son âge, ce que ma fille est aujourd'hui, je n'en serais pas là. Je ne subirais pas les événements, je les ferais ».

Ecoutez bien les enfants. A part les bagnoles et les histoires d'aventure ils ne parlent que de politique et de sexe. Ce sont leurs deux thèmes favoris. Parce qu'ils les ressentent très profondément par l'actualité et leurs instincts. Et parce qu'ils sont tabous.

Plus les élèves sont jeunes, moins ils sont encore marqués par la soumission, plus ils sont spontanés, plus ils veulent en savoir et son exigeants. Avec mes 6ème C on a fait « le procès de Clairvaux» après quinze jours d'école. A l'époque, mes 3ème C en ont ri. Comme si on n'avait pas autre chose à faire en classe ! Je les appelais les diplodocus. Il m'a fallu un trimestre avant de pouvoir ouvrir le premier débat avec eux.

Les gens qui nient la prise de conscience des enfants, sont les mêmes souvent qui nient la lutte des classes. Pour eux, l'enfance est un monde à part, spécifique, qui n'est pas atteint par les bouleversements du monde. Raison de plus pour ne pas différencier les fils de bourgeois des fils d'ouvriers. Or, les seconds mûrissent en fait encore plus vite que les premiers, parce qu'ils sont confrontés plus vite à la violence de l'existence. Ce sont eux qui habitent Saint-Denis. Francisco a dit: « Quand ils ne sont pas contents, nos pères font grève à l'usine. Pourquoi on n'en ferait pas autant au C.E.S. ? C'est bien notre usine.» Il n'y a plus un seul lycée où de jeunes gens boutonneux n'ont pas fait leur exposé sur Reich. Dans les C.E.S. de prolétaires et les C.E.T., on s'en fout de disserter sur Reich. Le problème, c'est plutôt de savoir où trouver un square tranquille pour faire l'amour le soir, et où se faire avorter sans y laisser la paye de la frangine.

Ce n'est pas un hasard si les parents qui m'ont le plus soutenu ne sont pas ingénieur et inspecteur des douanes, comme ceux du bureau de l'A.P.E., mais tourneur et colleur d'affiches dans le métro. Le père d'Eric a retiré son fils de l'école en disant qu'avec moi il apprenait à devenir un homme responsable, mais que, depuis mon départ, on voulait en refaire un esclave culpabilisé par des zéros.

Notre aventure a marqué mes enfants pour la vie. Pour beaucoup, les choses sont maintenant irréversibles. Quand on est résolu et lucide à douze ans, il y a des chances que ce soit pour longtemps.

> Chère petite Sylvie. C'est toi qui as rédigé la lettre au Maire à l'époque où tu avais encore des illusions sur lui. Tu as organisé la grève. Tu as pris la parole à la manifestation pour dire que j'étais un ami. Tu as fait chier ma remplaçante jusqu'à ce qu'elle en chiale. Tu as pris des claques plein la gueule devant tout le monde, sans dire un mot. Tu as continué à t'enfuir de chez toi, malgré les espions, pour venir nous rejoindre. Tu as tenu tête, pendant des heures, au gang des notables de la Plaine avant de t'effondrer.
> Au début de la lutte, ton visage éclatait tellement de joie que les gens, autour, en étaient transfigurés. Maintenant tu as les yeux hagards et tu ne parles presque plus.
>
> N'aie pas peur, dans quelques semaines tout sera terminé. Nous pourrons nous reposer et reprendre des forces. J'ai tout à fait confiance en toi. Je ne me fais aucune bile pour ton avenir. Je sais que, où que tu sois, tu seras une militante de choc. Tu feras des ravages et tu auras beaucoup d'amis.
> Je suis très fier de t'avoir connue. Je voudrais qu'en grandissant ma fille devienne comme toi. Je ne t'oublierai jamais. Et je t'aime.
>
> Jean-Louis HURST

Le vendredi 12 mai, dans la classe de 6ème C, c'est le désarroi. Des élèves pleurent. Deux d'entre elles rédigent une lettre au maire de St-Denis que la classe tout entière adopte. Le lendemain samedi, ils la lisent à Jean-Louis Hurst.

Il avait décidé la veille de rejoindre son nouveau poste à Stains. La réaction unanime des enfants, puis, plus tard, celle des parents, lui font comprendre qu'il ne peut quitter St-Denis comme ça.

Le mercredi 12 mai, les élèves de la 6ème C décident de faire grève. Pendant plus de 4 heures, malgré la pression des profs et le chantage à l'exclusion de la directrice, une douzaine de « sixièmes » refusent énergiquement de rentrer dans le C.E.S.

Le soir, la première assemblée générale de soutien à J.L. Hurst se tient à la Faculté de St-Denis. Une mère d'élève propose de soumettre une pétition qu'elle vient de rédiger, à tous les parents. Malgré diverses pressions, 15 familles sur 29 ayant des enfants en 6ème C, la signent.

La plaine le 12 mai 72

Monsieur le maire

Nous sommes des élèves de St Denis du C.E.S pierre degeyter de 6C. Nous vous écrivons pour savoir si nous pourrions avoir un rendez vous s'il vous plait

MOTIF:

Nous avions un professeur de français Monsieur Hurst qui s'est fait renvoyé par Madame Blaise, la directrice du C.E.S.

Nous avions fait un film s'intitulant " les jeunes et la justice" et nous l'avons presentés aux parents des élèves que l'avaient realisés (notre classe) ceux ci élèves et à Madame la directrice qui était enchantée de ce film et maintenant sans aucun motif elle dit que ce n'est pas pour des élèves de notre âge (11a 14 ans) que nous ne sommes pas assez expérimentés pour donner notre avis. et lors que le professeur n'est pas du tout d'accord avec elle et nous non plus, car nous pensons qu'a notre age nous devons avoir un avis, notre professeur fera tout son possible pour venir.

Nous vous adressons nos sincères sentiments les plus distingués au nom de toute la classe

Les élèves de 6ème C du C.E.S
Degeyter

PETITION DES PARENTS
D'ELEVES DE 6e C
signée par 15 familles

Des parents d'élèves de la classe de 6e C du CES Degeyter à St-Denis déplorent la mutation de Monsieur HURST qui paraît arbitraire et seraient désireux que ce professeur réintègre son poste et finisse l'année scolaire. La mutation est un incident regrettable dont les enfants supportent seuls les conséquences et dont ils sont traumatisés, étant très attachés à Monsieur HURST.

Libérons l'école, «L'affaire Hurst», 1972, p. 18

QUI SONT LES VERITABLES DEFENSEURS DE L'ENSEIGNEMENT ?

Depuis quelques semaines le CES DEGEYTER est le centre d'une certaine agitation. Les parents d'élèves et les habitants du quartier s'interrogent en constatant que de jeunes enfants manifestent avec des pancartes, distribuent des tracts, invitent à signer des pétitions. De quoi s'agit-il ?

Un instituteur remplissant les fonctions de professeur a été, par décision de l'inspection, muté dans un autre CES à la suite d'une enquête administrative concluant qu'il est inapte à effectuer le travail qui lui a été confié. L'intéressé déclare qu'il s'agit là d'une mesure de répression. Avec un groupe d'enseignants et d'étudiants étrangers à l'établissement et extérieurs à Saint-Denis, il a entrepris une action pour son maintien en place, tentant de s'appuyer sur ses élèves, des jeunes d'une douzaine d'années.

Il ne nous appartient pas de porter une appréciation sur des problèmes d'ordre pédagogique mais nous notons que ni ses collègues ni l'association des parents d'élèves du CES ne partagent le point de vue développé par cet instituteur. Par contre cette agitation appelle deux remarques importantes de notre part :

En premier lieu, constatons que ceux qui se drapent dans les plis d'une « pédagogie d'avant garde adpatée à notre temps » n'hésitent pas à violer les principes les plus élémentaires de la pédagogie en manipulant de jeunes enfants, en leur faisant endosser des responsabilités - grève des cours, manifestations, etc... - qui ne sont pas de leur âge.

En second lieu, si l'on suit leur analyse, les problèmes de l'enseignement sont ramenés à des questions de méthode, voire d'efficacité personnelle des enseignants. Et s'ils attaquent violemment les « notables », les fonctionnaires, à aucun moment ils ne mettent en cause la politique gouvernementale.

La section du P.C.F.
de St-Denis Centre

ET TOC !
LE COMPLOT GÔCHISTE RESSORT DU PLACARD

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Saint-Denis, le 3 juin 1972

FAIRE ECHEC A LA PROVOCATION

Prenant prétexte de la mutation de Jean Louis HURST, enseignant du C.E.S. DEGEYTER, les groupes gauchistes soutenus par le P.S.U., cherchent à susciter dans la ville agitation et désordre : barbouillage d'édifices, intimidation, manipulation d'enfants de 12 ans transformés en manifestants, attaques violentes, menaces, tout leur est bon.

En « occupant » sa classe, au milieu d'un collège où 450 élèves de 11 à 16 ans devraient pouvoir travailler dans la paix, Jean Louis HURST soutenu et encouragé par les groupes gauchistes a choisi délibérément de créer une situation de force pouvant conduire à des incidents.

Le pouvoir vient d'y répondre en faisant intervenir des forces de police placées devant l'Etablissement, mesure qui ne peut qu'aggraver la situation et peut servir de précédent pour réprimer demain les luttes démocratiques les plus légitimes.

Une nouvelle fois on retrouve le cycle, provocation, répression, tactique désormais connue pour susciter une situation trouble d'où peuvent sortir des provocations dont celle récente de chez RENAULT montre jusqu'où elles peuvent aller.

Mise à sac de permanences démocratiques, incendie de véhicules, violence à l'égard des commerçants l'illustrent encore.

Les Communistes de Saint-Denis mettent en garde la population, ils l'appellent à la plus grande vigilance.

Pourtant si l'enseignement est malade, si les parents sont inquiets quant à l'avenir de leurs enfants, les véritables raisons sont dans l'insuffisance des moyens donnés à l'éducation nationale pour accomplir sa mission...

Si l'on rapproche ces événements des comptes-rendus complaisants qu'en font les journaux de la bourgeoisie, le regroupement sur Saint-Denis de groupes extérieurs à la ville, l'abondance et la rapidité de sortie d'un matériel de propagande coûteux, les tentatives gauchistes qui se multiplient, ils devient clair qu'il s'agit là d'un plan.

A la vérité à Saint-Denis les tenants du pouvoir sont en recul constant. Toutes leurs tactiques successives n'ont pas empêché leur perte d'influence.

En jouant la carte gauchiste le pouvoir veut diviser décourager les forces démocratiques et chercher le maintien de ses positions.

Les forces populaires ne se laisseront pas détourner du combat qui est le leur contre le pouvoir pour un changement de politique pour un gouvernement démocratique d'union populaire.

LES SECTIONS DE SAINT-DENIS du P.C.F.

Provocateur gauchiste du Comité de soutien à J.L. Hurst méditant un mauvais coup. Restons vigilants !

MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE
CERCLE PAUL ELUARD

LYCEENES, LYCEENS DE PAUL ELUARD

Un instituteur, remplissant la fonction de Professeur au C.E.S. Degeyter à Saint-Denis, s'est vu notifier sa mutation pour inaptitude professionnelle.

Depuis quelques jours, quelques éléments gauchistes mènent campagne en sa faveur.

Le Mouvement de la J.C. tient à vous faire connaître sa position.

Tout d'abord cette « affaire », vient confirmer notre analyse :

— que des milliers de lycéens et collégiens signent une pétition et agissent pour une véritable formation professionnelle, contre la suppression des sursis militaires, la presse, la radio et la télévision aux ordres du Pouvoir n'en disent mot. Mais que quelques gauchistes et excités créent un semblant d'agitation sur un événement local, alors c'est la ruée sur l'occasion. « L'affaire Hurst » n'échappe pas à la règle.

Mais, voici quel est le problème :

J.L. Hurst n'approuvait pas le programme scolaire, il avait décidé, plutôt que de lutter pour sa modification, de ne pas l'appliquer, purement et simplement, étrange conception de la lutte.

Il fit donc, avec ses élèves, tout au cours de l'année des débats et exposés sur des sujets d'actualité.

Il faut savoir que :
— les professeurs du C.E.S. De Geyter refusent leur soutien à J.L. Hurst
— les parents d'élèves le lui refusent également

ceci dit, nous poserons quelques questions.

Lycéennes, Lycéens, si d'aventure, un prof refusait de suivre le programme, en Histoire, Géographie et Français, que tout au long de l'année il organise des débats (qui peuvent être intéressants) sur différents sujets d'actualité, est-ce qu'en cette période d'examens et de passages de classe, face à la sanction ou à l'examinateur qui, lui, vous posera des questions sur le programme, considèreriez-vous que ce prof a joué son rôle ?

Nous, communistes, considérons que J.L. Hurst ne l'a pas joué, nous considérons qu'il a fait de ses élèves des retardés scolaires qui dans l'avenir subiront les conséquences de ses actes et qui seront incapables de suivre les années suivantes et de passer les examens. En fait, ce prof s'est fait le complice du pouvoir en accentuant les effets de la sélection qui s'abattront plus fort sur ces élèves.

Notre deuxième question sera la suivante :

Les enfants de St-Denis sont-ils incapables parce qu'enfants de travailleurs de comprendre les textes de Français étudiés dans les lycées. En fait, l'action de J.L. Hurst réside en un certain mépris des enfants : Il y a ceux qui font des études dans les lycées, qui, eux, peuvent et doivent apprendre le latin, le grec, et le français et puis il y a ceux qui, au collège, ne sont bons qu'à discuter sur des sujets d'actualité, pour apprendre sans doute, à penser...!! avec leur tête!!

Ensuite, nous demandons si un professeur a le droit d'user de sa place privilégiée pour endoctriner des enfants de 10 à 12 ans allant même jusqu'à les faire manifester dans les rure ...

Nous, jeunes communistes appelons cela de la manipulation, c'est une étrange conception de la pédagogie.

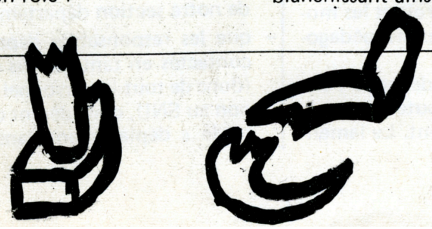
Les jeunes communistes n'acceptent pas cet endoctrinement qui nous est totalement étranger.

Dans un régime nouveau, nous qui sommes marxistes, n'avons pas pour but d'imposer nos théories, le marxisme sera enseigné au même titre que les autres théories philosophiques.

C'est pour ces raisons, que tout en notant l'absurdité de cette sanction, nous ne sommes pas associés à la défense de J.L. Hurst.

De plus, prétextant cet incident, les groupes gauchistes tentent de développer une campagne contre la municipalité ouvrière de St-Denis, contre les syndicats d'enseignants, contre les A.P.E., **MAIS CONTRE LE POUVOIR PAS UN MOT.**

Une nouvelle fois ces champions de la diversion tentent d'esquiver les problèmes blanchissant ainsi le pouvoir.



Avec la J.C., Lycéennes, Lycéens, agissez contre la diversion et l'aventurisme pour un enseignement démocratique, pour la réalisation de l'Union Populaire, condition essentielle pour l'avènement d'un régime nouveau qui engendrera une ère nouvelle pour l'éducation nationale.

Déclaration du Comité de l'A.P.E. du C.E.S. P. de Geyter

Madame, Monsieur,

Vous connaissez les agissements de M. Hurst, depuis le 15 mai 1972 dans le CES de Geyter.

Considérant que M. Hurst a utilisé, entre autre chose, à des fins non scolaires, le temps de travail de nos enfants, qu'il a procédé à des déprédations de locaux publics, qu'il a pénétré dans des locaux administratifs et occupé abusivement ces locaux, bien qu'étant étranger au CES depuis le 12 mai 1972, date de sa mutation, qu'il gêne le bon fonctionnement des cours de l'ensemble de l'établissement et la bonne marche des études de nos enfants, qu'il a de la sorte provoqué une grande insécurité morale et physique qui amène un état de trouble et de désorientation profonds nuisant à l'équilibre scolaire et nerveux de nos enfants.

Le Comité de l'A.P.E. tient à vous mettre en garde et vous signale qu'entre diverses déclarations mensongères, M. Hurst a prétendu avoir les parents parmi ses sympathisants, vous impliquant ainsi dans une affaire qui ne concerne que lui et son administration.

Le Comité tient à vous signaler que M. Hurst n'était au CES de Geyter qu'à titre provisoire et que sa mutation est une décision essentiellement administrative, que le jugement porté sur lui ne concerne que son enseignement dont la valeur sera à considérer en fin d'année, où nous pourrons apprécier le retard scolaire de nos enfants.

Est-il normal que nos fils, nos filles passent leur temps à distribuer des tracts, à coller des affiches, à barbouiller des graffitis sur les murs, à hurler dans la rue « à bas la dirlo, à bas l'école, à bas la police et les patrons . . . » ?

Est-il admissible de voir quel conditionnement est infligé à des cerveaux de 10 à 12 ans par un individu qui se prétend « libre » ?

Est-il logique qu'il s'en prenne à notre école, alors qu'il se garde bien de dénoncer les véritables responsables des carences de l'Education Nationale ?

Le Comité vous pose des questions, à vous d'y répondre.

Le Comité de l'A.P.E.
du C.E.S. P. de Geyter

19

Libérons l'école, «L'affaire Hurst», 1972, p. 24, p. 14, p. 23

LE C.E.S. DE LA HONTE

Depuis que Jean-Louis HURST a été muté pour inaptitude, la protestation n'a cessé de grandir dans le C.E.S. Degeyter et ailleurs. Ni ses élèves, ni leurs parents ne tolèrent que l'année scolaire soit perdue parce que les bureaucrates de l'A.P.E., du C.E.S. et de l'Académie ne peuvent pas supporter les méthodes pédagogiques de J.L. Hurst.

Sa lettre aux parents d'élèves a été diffusée à six mille exemplaires. Des enseignants la commentent en classe avec leurs élèves. Pour de nombreux professeurs, Jean-Louis Hurst a dit tout haut dans sa lettre ce qu'ils pensaient tout bas.

La pétition pour la réintégration de J.L. Hurst a déjà recueilli plus de mille signatures.

Nous attendions la réponse de l'Administration : elle est enfin venue.
Ce vendredi 2 juin, le C.E.S. Degeyter est cerné par la police.
Un "civil" tous les deux mètres sur le trottoir. Cinq cars dans le square Degeyter.

VOILA COMMENT LA DIRECTRICE DU C.E.S. et L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES ONT DECIDE D'ASSURER UNE SCOLARITE NORMALE A DEGEYTER.

- Ils n'ont pas cessé de répéter que Jean-Louis Hurst avait été chassé de l'école parce qu'il avait tout le monde contre lui :

  Si c'est vrai, pourquoi faire encercler le C.E.S. par la police ?
  Est-ce pour permettre à la remplaçante de J.L. Hurst de se faire respecter enfin par les élèves ?

- Ils ont dit que J.L. Hurst "manipulait" les enfants et "violait leur conscience" :

  Que penseront alors les parents dont les enfants sont obligés de travailler sous la surveillance des policiers ?

- Quand le journal local, "Saint-Denis Républicain", accumule les mensonges et les calomnies, traitant J.L. Hurst et ses amis de "fascistes", ne viole-t-il pas, lui, la conscience des parents et des enfants ?

Saint-Denis Républicain ment
La Directrice du C.E.S. ment
L'Administration ment
L'A.P.E. ment
La municipalité de Saint-Denis ment

Mais aujourd'hui, les menteurs sont démasqués. Ils n'ont pas d'arguments.
Ils n'ont que des policiers pour se défendre !

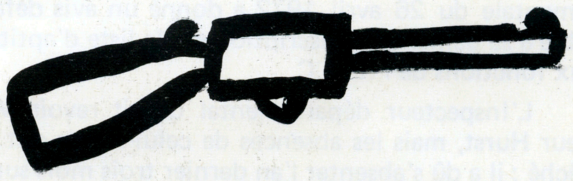
Enfants, parents, enseignants :
Nous refusons de travailler sous la menace de la police
Nous disons que seul le retour de J.L. Hurst dans sa classe permettra de finir calmement l'année.

CE SAMEDI 3 JUIN à 14 HEURES, RASSEMBLEMENT SQUARE DEGEYTER DES COLLEGIENS, LYCEENS, ETUDIANTS, ENSEIGNANTS, PARENTS DE SAINT-DENIS

LIBERONS L'ECOLE !

Comité de soutien à Jean-Louis HURST.

ancien » et les « partisans de la vie », nous avons choisi notre camp.



Le Monde 7-8 juin 72

École encerclée...

M. Jean-Louis Hurst, instituteur au collège d'enseignement secondaire Pierre-de-Geyter, à Saint-Denis, a cessé, depuis le vendredi 2 juin, d'« occuper » sa classe de sixième, comme il l'a fait pendant trois semaines. Rappelons que cet enseignant protestait contre la décision de l'administration de le muter dans un autre établissement, à Stains, en raison de ses méthodes pédagogiques jugées « peu rigoureuses ».

La sérénité n'est toutefois pas revenue pour autant autour du C.E.S., comme l'indique le témoignage que nous adressent MM. Pierre Philippe Rey et Michel Bernard, respectivement membres des bureaux nationaux du Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.) et du Syndicat national des instituteurs (FEN) :

« *Invités, lundi 5 juin à midi, par M. Jean-Louis Hurst, à venir constater l'encerclement policier du C.E.S. de Geyser destiné à lui interdire de reprendre sa place, nous nous sommes trouvés face à vingt-cinq policiers en civil qui nous ont immédiatement encadrés sur le trottoir. Les enfants, massés derrière les grilles pour saluer celui qu'ils continuent manifestement à considérer comme leur professeur, devaient le faire par-dessus la tête des policiers. Nous avons pu constater également la présence d'un car de policiers en tenue, bien en vue, devant lequel les élèves sont obligés de passer tous les jours. On se demande quel effet un tel déploiement de force peut avoir sur les enfants de cette école. En tant que syndicalistes et en tant qu'enseignants, nous nous élevons violemment contre cet encerclement d'une école par les forces de police.* »

Que se passe-t-il réellement au C.E.S Degeyter ?

Jean-Louis HURST, instituteur depuis 11 ans, vient d'être chassé de sa classe et muté dans un autre C.E.S.

L'Inspecteur d'Académie déclare qu'il est « inapte » à faire son métier. Si ce que dit l'Inspecteur est vrai, pourquoi avoir confié une autre classe à J.L. Hurst ?

La vérité est plus imple. La directrice du C.E.S. Degeyter et l'Inspecteur d'Académie ne toléraient pas la manière d'enseigner de J.L. Hurst.

Ils n'ont pas admis que J.L. Hurst permette à ses élèves de parler dans la classe de ce qui les intéressait, d'organiser des débats, de faire des enquêtes sur la vie à Saint-Denis, de faire des films.

L'Inspecteur d'Académie, la directrice, les bureaucrates qui jugent de loin ce qui se passe dans les écoles, ne s'intéressent qu'aux « bons » élèves, aux petits robots qui apprennent sans comprendre. Pour ces élèves là, il faut des professeurs qui ne connaissent que le programme, les notes, les classements, les punitions. Jean-Louis Hurst n'était pas un professeur comme les autres. Il voulait que les enfants d'ouvriers apprennent à réfléchir et à travailler par eux-mêmes.

Les élèves de J.L. Hurst, et leurs parents, lui ont demandé de ne pas rejoindre son poste à Stains et de continuer son travail à Degeyter. Ils savent bien que la sanction contre Hurst est aussi une sanction contre eux. C'est pourquoi ils exigent la réintégration immédiate de leur professeur.

En occupant sa classe, J.L. Hurst risque d'être définitivement chassé de l'Education Nationale.

Avec lui, nous refusons une école qui met les enfants et les enseignants au pas.

Avec lui, nous voulons une école ouverte sur la vie.

Avec lui, nous voulons que les enfants du peuple soient enfin chez eux dans l'école.

Soutenons l'action de J.L. HURST et de ses élèves pour sa réintégration à DEGEYTER.

C'EST UN COMBAT POUR LA LIBERATION DE L'ECOLE QUI COMMENCE.

Le Comité de Soutien à J.L. Hurst

ACADEMIE DE PARIS
SERVICE DE PRESSE
17, rue de la Sorbonne
75 - Paris 5e

29 mai 1972

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE CRETEIL COMMUNIQUE

Monsieur HURST, âgé de 37 ans, est instituteur de la Seine Saint-Denis et titulaire d'une licence. Le 4 janvier 1971, après un congé pour convenances personnelles d'un an et demi, il a été délégué pour assurer un intérim sur un poste de P.E.G.C. Lettres - Histoire - Géographie au C.E.S. De Geyter à Saint-Denis ; il y a été maintenu à la dernière rentrée.

Le 11 février 1972, alerté par la Directrice du C.E.S. qui avait reçu de nombreuses plaintes de parents d'élèves sur l'enseignement dispensé par Monsieur Hurst, l'Inspecteur départemental a pu constater l'inefficacité de ses méthodes en français, à cause de leur manque total de rigueur.

Quant aux thèmes d'études - la peine de mort, l'affaire de Clairvaux, par exemple - leur choix et la place qui leur était donnée étaient extrêmement contestables pour des élèves de ce niveau.

La Commission Administrative Paritaire Départementale du 26 avril 1972 a donné un avis défavorable à sa demande d'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de P.E.G.C.

L'Inspecteur départemental devait revoir Monsieur Hurst, mais les absences de celui-ci l'en ont empêché ; il a dû s'absenter l'an dernier trois mois sur six et, cette année, il a totalisé quatre semaines de congé depuis le 6 mars 1972.

A la suite d'un rapport du Chef d'établissement, il a été décidé de muter Monsieur Hurst et de le remplacer.

Monsieur Hurst a été affecté dans un autre C.E.S. du département, en classe de transition où ses initiatives pouvaient mieux s'insérer dans la pédagogie plus souple qui y est préconisée.

Monsieur Hurst a refusé de rejoindre son poste le 12 mai, à l'expiration d'un nouveau congé de maladie d'une semaine.

Enfin, le 24 mai, d'une part, le Comité de l'Association des Parents d'Elèves du Collège fait savoir qu'il souhaite vivement « que la décision prise par l'Administration soit maintenue afin de rétablir le calme » et, d'autre part, les professeurs de l'Etablissement, réunis en conseil extraordinaire, ont déclaré s'associer aux protestations de l'Association des Parents d'Elèves.

sur demande expresse de la directrice

1 seule plainte au dossier; mais la directrice a maintenant de l'imagination

pure inspection de police réglée en 30 minutes

"Minute" a dit tout ça bien mieux. A Saint-Denis, c'est plus intéressant d'étudier ça basilique

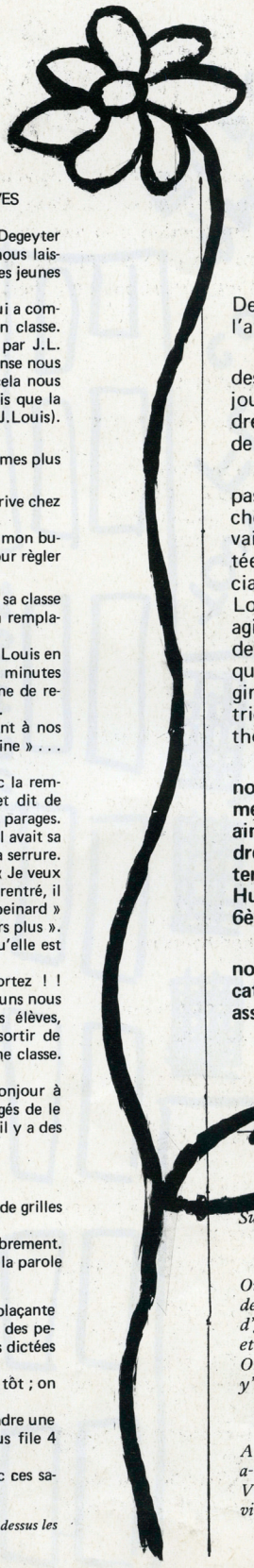
quelques jours après l'avoir nommé au 6e échelon au "grand choix"

pas le droit de tomber malade à "l'urine" (voir les TROIS-EPIS)

... par une malheureuse bachelière qui fait aux gosses, les dictées de son enfance

lapsus. Hurst n'a pas été muté pour "initiatives" mais pour "inaptitude". Un inapte chez les inaptes

deux instances spontanément réunies sur demande de l'Inspecteur d'Académie



LE RENVOI D'UN PROF
LE SOUTIEN DES JEUNES A UN AMI DES ÉLEVES

Depuis quelques semaines, un prof du CES Degeyter s'est fait muter dans un autre CES. Motif : il nous laissait la parole et nous avions fait un film sur « les jeunes et la justice »

Je crois que cela a déplu à la « Dirch » qui a commencé à dire qu'on faisait de la politique en classe.

A présent, le CES est entouré de flics, par J.L. Hurst occupait sa classe. Notre remplaçante pense nous faire marcher comme des petits soldats, mais cela nous déplait et on fait beaucoup de conneries depuis que la « Dirch » n'a pas accepté de réintégrer Totor (J.Louis).

On a décidé de faire la grève.

A 8 h., on était 60 et à 10 h. nous ne sommes plus que 12, les autres ont pris peur.

Le lendemain, une lettre de la « Dirch » arrive chez moi :
« Madame, je vous prie de bien vouloir passer à mon bureau à 10 h., accompagnée de votre enfant, pour règler certains problèmes ».

Un samedi matin, Jean-Louis s'installe dans sa classe 209. La « Dirch » nous envoie en 101 avec la remplaçante.

Ensuite nous sommes partis rejoindre Jean-Louis en 209. Nous étions 7 et pas question de sortir. 5 minutes plus tard, un surveillant s'amène, nous ordonne de retourner en cours normal et de donner nos noms.

Nous sommes restés avec Jean-Louis. Quant à nos prénoms, il y avait les « Marguerites », « Augustine » . . . mais tous les noms de famille étaient HURST.

Un lundi matin, nous étions en 209 avec la remplaçante. Tout-à-coup la « Dirch » s'amène et dit de fermer la porte à clé car HURST était dans les parages. Deux minutes plus tard, Jean-Louis s'amène ; il avait sa clef, mais hélas la « Dirch » avait fait changer la serrure. Mais Totor (Hurst) est tellement vexé qu'il a dit « Je veux rentrer, j'ai mes affaires à prendre » ; une fois rentré, il ne se presse pas et va s'asseoir au fond « tout peinard » et dit au « Dirch » : « Une fois rentré, je ne sors plus ». La remplaçante avait tellement les pétoches qu'elle est partie dans la classe voisine.

La « Dirch » s'amène : — La 6ème, sortez ! !

Tous les pigeons sortent, mais à quelques-uns nous ne sortons pas. Elle chope par l'épaule les élèves, les secoue comme des pruniers, et nous fait sortir de force. Ensuite elle nous envoie chacun dans une classe. A midi nous sommes à la cantine.

Maintenant, quand nous voulons dire bonjour à Jean-Louis et à ses copains, nous sommes obligés de le dire à travers les grilles de la prison et en plus, il y a des flics qui encerclent le C.E.S.

CE QUE JE PENSE DE L'ECOLE

L'école, c'est un grand bâtiment entouré de grilles comme une prison.

A Degeyter, on ne peut pas travailler librement.

Nous avions un prof qui, LUI, nous laissait la parole (c'est pour cela qu'il s'est fait muter à Stains).

Depuis deux semaines, nous avons une remplaçante qui n'arrête pas de nous faire travailler comme des petits robots, elle ne pense qu'à nous faire faire des dictées et des analyses.

Je pense que le matin, on commence trop tôt ; on devrait commencer à 10 heures.

Nous n'avons pas intérêt à oublier d'apprendre une leçon ou faire une petite connerie, car on nous file 4 heures de colle.

Voilà le C.E.S. Degeyter tel qu'il est avec ces salauds de profs, la « Dirch » et son poulet.

Texte écrit par des élèves de 6ème C et passé par dessus les grilles du C.E.S Degeyter.

LE COMITE DE SOUTIEN DES ELEVES DEGEYTER à Jean-Louis HURST

Nous sommes des élèves du CES Degeyter. Voici notre version sur l'affaire Hurst.

Ce CES qui étonne chaque jour des centaines de personnes, est aujourd'hui cerné par les forces de l'ordre, comme il le sera jusqu'à la fin de l'année.

Nous, élèves du CES, n'acceptons pas ces individus qui nous empêchent de voir notre ami et de travailler dans les conditions souhaitées par nos professeurs. Cette association nommée APE accuse Jean-Louis Hurst d'être à la tête de cette agitation qui règne autour du CES depuis sa mutation. Nous pensons que cette histoire est née de l'imagination de cette APE et la directrice qui n'acceptaient pas les méthodes pédagogiques de J.L. Hurst.

Nous vous invitons donc à venir nombreux au rassemblement de samedi au square Degeyter à 14 h. ainsi qu'à la faculté de St-Denis, vendredi 9 juin à 20 h.30, pour assister à la projection des films de J.L. Hurst réalisés avec les élèves de la 6ème C.

Nous ne sommes pas des bêtes et nous pensons avoir droit à une éducation aussi paisible que celle qui est assurée dans les autres CES.

Le Comité de Soutien
des élèves Degeyter.

Sur l'air de . . .
« On a fêté nos retrouvailles »

On s'souviendra (bis)
de la 6ème C, (bis)
d'Jean-Louis Hurst (bis)
et d'ses copains (bis)
On l'aimait bien (bis)
y'a qu'la dirch qui n'peut pas le blairer.

Refrain :

A bas l'école, à-bas la dirch (bis)
a-bas l'école (bis)
Vive Jean-Louis Hurst (bis)
vive Jean-Louis Hurst
et puis tous ses copains.

Libérons l'école, «L'affaire Hurst», 1972, p. 32

LA 6ème C

LETTRE COLLECTIVE A NOTRE CLASSE CORRESPONDANTE DE BRETAGNE

Décembre 1971

Chers amis,

Nous vous remercions de votre permier envoi. Nous sommes heureux de correspondre avec vous en espérant que nous nous entendrons bien.

Nous sommes les élèves de 6ème C du C.E.S. Degeyter de Saint-Denis.

Pierre Degeyter était un ouvrier qui a mis en musique l'« Internationale », le chant des ouvriers.

Notre collège comprend 20 classes. Il est situé sur le boulevard Sembat dans le vieux Saint-Denis, mais la majorité des élèves habitent la plaine, le quartier des usines, qui est à plusieurs kilomètres d'ici et qui n'a pas de C.E.S. Beaucoup d'élèves se plaignent ici du bruit et des vols. A la cantine on ne mange pas très bien. Mais il y a quand même des choses agréables comme la bibliothèque gratuite, le gymnase, le ciné-club, et d'autres clubs.

Dans notre classe il y a 16 filles et 13 garçons. Presque la moitié sont étrangers (espagnols, portugais, italiens et algériens) mais nous sommes tous de bons camarades. On lie souvent le français et l'instruction civique pour rendre les cours vivants et savoir s'exprimer dans la vie. Nous faisons des enquêtes (la 1ère sur la peine de mort, la 2ème sur notre quartier), des interviews, un procès sur l'affaire de Clairvaux. Nous les avons enregistrés sur magnétophone puis filmés. On écoute nos erreurs, on les corrige et on s'en sert pour faire des exercices.

La classe est divisée en six équipes. Au début c'étaient des groupes de copains, à présent elles sont constituées par quartiers pour faciliter le travail collectif en dehors de l'école. Il y a en vérité quatre quartiers : SEMBAT qui est dans le vieux Saint-Denis près du C.E.S. et de la gare ; CASANOVA qui est un ancien quartier de l'autre côté de l'autoroute du nord ; LA PLAINE entre Saint-Denis et Paris est le quartier des usines traversé par l'autoroute ; le FRANC-MOISIN est un grand bidonville au milieu duquel se construit une cité d'H.L.M. qui va le remplacer. Saint-Denis est donc partagé en deux : au centre les quartiers résidentiels et commerciaux, au sud, le secteur industriel.

Nous vous proposons de faire vous aussi une enquête par équipes sur votre ville et de nous fournir des renseignements sur le relief et les paysages, la pêche, l'agriculture, les usines, les transports et le tourisme chez vous. Nous espérons venir nous-mêmes au troisième trimestre pour voir tout cela avec vous.

Nous vous souhaitons une très bonne année et nous attendrons votre deuxième envoi avec impatience.

La 6ème C

ARTICLE COLLECTIF :

INCENDIE AU BIDONVILLE DU FRANC-MOISIN

St Denis, le 6 janvier 1972 – Il était 19 h 30 quand éclata un grave incendie dans la partie nord du bidonville du Franc-Moisin. Les flammes atteignaient la hauteur du sixième étage des H.L.M. voisins. C'était trois baraques de familles immigrées (deux algériennes, une portugaise) qui brûlaient. La famille portugaise avait oublié d'ouvrir la clef du poële à charbon : il explosa. Les pompiers arrivèrent vingt minutes après, alors qu'ils auraient pu intervenir beaucoup plus vite, car ils ont la priorité routière. Ils ont arrosé les baraques qui étaient aux alentours, ont coupé les câbles pour que le feu ne se propage pas et ont laissé brûler celle qui était déjà en flammes. On se pose des questions sur le retard des pompiers. N'était-il pas volontaire ?

Car la construction de la nouvelle cité du Franc-Moisin demande de la place.

QUI JE SUIS

Je m'appelle Mario. Je suis portugais. Maintenant je suis en France avec ma mère. Je demeure à St-Denis. J'ai treize ans et je suis fils unique.

La vie au bidonville du Franc-Moisin est pénible. Le chauffage chez moi est le mazout. L'eau, il faut la chercher à 50 mètres à une fontaine. Pendant l'hiver, il y a beaucoup de boue. Maintenant ils construisent une grande cité. C'est la cité des Franc-Moisin. Quand la cité sera finie, le bidonville sera détruit et nous ne savons pas encore où on va être logés.

Le Nouvel Observateur, 5 juin 1972, pp. 77-78

« Pour que Jean-Louis revienne »

Il faut avoir vu, après la mutation de Hurst, la révolte de ces trente gosses, lu leurs affiches et leurs textes ; il faut les avoir entendus quand ils ont décidé de faire grève « *pour que Jean-Louis revienne.* », il faut les voir vivre depuis le 12 mai, refusant, malgré le chantage et les pressions, de reprendre « normalement » les cours — pour vous donner une idée, neuf heures de colle à un élève, motif : a écrit « *Vive Hurst !* » sur une vitre — ; il faut savoir que la directrice adresse aux parents des jeunes contestataires une lettre menaçante et qu'elle reste sans effet ; il faut avoir vu tout cela pour comprendre quelle passion collective unit ces trente gosses et leur prof. On imagine alors quelle aventure et quel apprentissage fut le « film » (un enregistrement-vidéo) réalisé, tourné et monté en commun.

Si l'on vous dit : textes libres, correspondance scolaire, débats en classe, vous n'y verrez peut-être que la panoplie d'un enseignement moderne. Si l'on ajoute le magnétophone et le magnétoscope, vous vous féliciterez de cette entrée des progrès techniques dans la vie scolaire. Vous pensez qu'il ne s'agit là que d'une amélioration des méthodes pédagogiques. Vous avez à la fois raison et tort. La pédagogie nouvelle, c'est, bien sûr, de l'huile dans les rouages, des recettes pour empêcher que ça bouge trop. Mais c'est aussi une nouvelle conception de la pédagogie.

Les méthodes Freinet ne sont pas seulement la bouillie informe et fadasse des « méthodes actives » prônées par les experts ministériels. Elles ont été inventées pour que les enfants du peuple s'expriment de façon autonome et complète, écrivent et parlent quand l'instruction de la classe dominante les contraignait au silence et à la soumission. Je ne vais pas vous raconter le film-vidéo de la 6e C. Il y est question de la peine de mort, de Buffet, de Bontemps, des prisons, de Clairvaux, de la violence. Le film est tout et, en même temps, il n'est rien.

Tout : c'est l'expérience collective qu'il a permise, l'enquête sur la peine de mort — huit cents personnes interrogées par les enfants, jeunes, vieux, hommes, femmes, ouvriers, cadres, policiers, professeurs —, les dessins pour illustrer l'enquête, les commentaires pour accompagner les dessins, le procès de Buffet, « joué » en classe. Rien : ce n'est pas une « expérience pédagogique » bonne pour le musée de l'éducation nouvelle. Seulement une étape, un moment. Un autre film venait de commencer. Sur le bidonville de Franc-Moisin, le quartier de La Plaine. « *Comment nous vivons à Saint-Denis...* ». Bon, mauvais, insuffisant, le premier film n'a plus d'importance. L'essentiel c'est ce qui demeure et que chacun peut constater en discutant avec les enfants qui l'ont fait. Une aventure prodigieuse et permanente : des enfants qui ne parlaient pas ou qui parlaient le langage des autres, celui de la télé, des adultes, des profs, ont découvert leur propre parole ; ils ont littéralement « pris la parole ».

Des parents qu'on ne voit jamais

Les parents n'en sont pas revenus, qui constataient, avec fierté, que leurs gosses, à la maison, s'intéressaient à tout, posaient des questions, formulaient des avis ; et, comme l'avait fait Hurst, ils ne se sont plus contentés de les entendre, ils se sont mis à les écouter. On comprend mieux pourquoi, aujourd'hui, parents et enfants font bloc pour que Hurst revienne dans sa classe. Cela explique peut-être aussi pourquoi il en a été chassé.

Dans leur lettre au maire, les enfants se sont trompés sur un point. La directrice du C.E.S. n'a pas été « enchantée » du film. Elle a assisté à la projection, « pour contrôler », mais a refusé de rester pour la discussion. « *Je ne veux pas cautionner votre film* », a-t-elle ajouté à l'intention du prof. Elle était venue à la réunion organisée pour les parents, en notable, sans saluer personne. Mme la directrice ne se commet pas avec n'importe quels parents. Elle a « ses » parents. Les Parents. Ceux de l'Association des Parents d'Elèves (Fédération Armand). Ne confondez pas.

A un hésitant près, le comité de l'A.P.E. est solidaire de l'administration pour vider l'intrus. L'hésitant, c'est un père dont la fille est en 6e C. Il est vrai qu'il n'a pas hésité longtemps : il est employé municipal. Des parents de 6e C, les pontes de l'A.P.E., disent : « *Ceux-là ? On se demande si l'école et ce qu'y font leurs enfants les intéressent, on ne les voit jamais aux réunions de l'association.* »

En 6e C, les parents sont, dans leur immense majorité, des travailleurs manuels. Beaucoup sont étrangers. Derrière l'affaire « pédagogique » se profile la lutte des classes, que l'école a pour fonction de masquer. Pauvres, riches, ingénieurs, O.S., Bretons, Portugais, l'école laïque obligatoire ne connaît pas les différences. Tout le monde a ses chances... Pas besoin d'avoir lu Baudelot et Establet (2) pour savoir que les trois sections du C.E.S. obéissent à une curieuse fatalité sociologique qui assigne aux enfants des classes populaires les filières les plus courtes.

Ne perdez pas votre temps à faire semblant de le découvrir et de vous en indigner. Comprenez plutôt, avec Jean-Louis Hurst, que les pesanteurs sociologiques ont bon dos, que l'école n'y est pas étrangère et que le rôle d'un instituteur révolutionnaire consiste justement à ne pas perpétrer l'illusion de l'égalité des chances mais d'alarmer les enfants d'ouvriers, futurs ouvriers eux-mêmes, pour affronter leur vraie vie et le combat de *leur* classe.

Reprenons. Le 12 mai, Jean-Louis Hurst va à Stains. Il rejoint son poste. Il n'abandonne pas la lutte à Saint-Denis mais ne veut pas, en refusant son affectation, exercer une pression sur les parents et les enfants. Il lui faudra trois jours pour changer d'avis. Le samedi après-midi, les élèves de la 6e C se réunissent dans le square qui fait face au C.E.S. C'est là qu'ils lisent à Hurst la lettre au maire. Le soir, Jean-Louis Hurst rencontre des parents d'élèves chez eux. Tous sont unanimes et disent, comme les enfants : « *Vous ne devez pas partir, votre place est ici.* »

Le lundi, il refuse définitivement son poste à Stains. Le mardi, avec les élèves de 6e, il distribue un tract à tout le C.E.S. pour inviter élèves et parents à une discussion publique sur sa mutation et à une projection de leur film. Deux notables de l'A.P.E. appelés par la directrice débarquent d'urgence. A leur tour, ils rédigent un tract pour faire savoir à leurs « mandants » qu'ils sont « *absolument contre les méthodes de M. Jean-Louis Hurst, vis-à-vis de l'information qu'il tente de donner à nos enfants en convoquant des jeunes mineurs à des réunions ayant essentiellement un caractère politique* ».

Politique : enfin, le mot est lâché. Jean-Louis Hurst fait de la politique en classe et hors de la classe. Ne s'est-il pas fait arrêter nuitamment, il y a trois mois, à Sarcelles, pour avoir collé des affiches ? C'est ce que la directrice a confié au comité de l'A.P.E., *via* son mari, commissaire de police. Et puis Jean-Louis Hurst, ça ne vous rappelle rien ? La guerre d'Algérie, Maurienne, l'auteur du « Déserteur »... Oui, Maurienne, c'était le pseudonyme d'Hurst. L'A.P.E. tient ses preuves : elle peut dénoncer le péril gauchiste. C'est plus commode. Grâce à ça on peut éluder l'essentiel.

Le Nouvel Observateur, 5 juin 1972, p. 85 - *Politique Hebdo*, n°31, 1er juin 1972, p. 14

Le vrai scandale de l'école

Des enfants « manipulés » ? Dans sa lettre aux parents (voir plus loin), Hurst écrit : « *Qui est-ce qui viole la conscience des enfants ? Ceux qui les laissent s'exprimer en leur demandant d'être plus convaincants, ou ceux qui exigent d'eux le silence absolu, en ne leur laissant aucune initiative ?...* »

Célestin Freinet disait que le vrai scandale, avec l'école, c'est qu'il n'y ait pas de scandale. Or le scandale est aujourd'hui partout, étalé, proclamé. Ivan Illich, Baudelot et Establet, Grignon, Oury... toutes les questions essentielles sont posées. Hurst n'est pas le seul enseignant sanctionné. Depuis la rentrée scolaire, on en compte des dizaines. Deux autres affaires sont en cours en ce moment même : une au C.E.T. de Poissy (Sylvie Devaux), une au lycée de Gonesse (Dominique Lescat, deux mois après Claude Courchay). Au début de mai, Patrick Pitoeff était révoqué au C.E.T. des Mureaux. Et puis, il y a toutes les petites villes de province, où il est plus facile d'étouffer le scandale. C'est pourquoi le cas Hurst est exemplaire ; il faut faire savoir partout qu'Hurst est sanctionné pour avoir préféré l'éducation à la machine scolaire.

Que Jean-Louis Hurst perde ou gagne, ce combat inégal est finalement secondaire. La victoire de l'ordre, ce n'est pas l'exclusion d'Hurst, c'est le silence sur ce qui se passe dans les écoles. Comprenez bien l'enjeu : d'un côté, les autorités : l'administration académique, qui prend les sanctions ; la directrice du C.E.S., qui a orchestré l'affaire ; l'inspecteur départemental, qui a conclu son rapport d'inspection en recommandant à Hurst de lire des ouvrages de grammaire fonctionnelle plutôt que de parler des prisons en classe ; la section locale du S.N.I., qui a cautionné la sanction et qui déclare tranquillement à Hurst que son cas est indéfendable ; l'Association des Parents d'Elèves, qui a organisé la délation et qui veut maintenant attaquer Hurst pour détournement de mineurs ; les notables locaux du P.C., qui exercent leur pression sur les parents des « sixièmes » habitant le bidonville, pour qu'ils cessent de soutenir Hurst. De l'autre côté, des élèves, des parents, des enseignants, formés en comité de soutien.

L'enjeu, ce n'est pas la réintégration d'Hurst mais ce qu'il essaie de faire : permettre à trente enfants d'ouvriers d'apprendre librement, dans le propre langage de leur classe sociale ; libérer l'école, cette école-là, cette classe de sixième-là, fût-ce quelques mois, de l'ennui et de la résignation. Ça ne change rien ? Peu de chose, en effet, sauf à montrer ce qui pourrait être possible.

On ne transformera pas l'école à coups d'affaires exemplaires mais, au moins, elles obligent chacun à prendre parti entre les forces en présence. L'histoire de Jean-Louis prouve qu'il est possible de se battre et que l'éducation, c'est, aujourd'hui, ce combat. Chaque « affaire Hurst » laisse des traces, secoue la machine scolaire, fait de tout enseignant inquiet de son rôle un Hurst en puissance, éveille de nouveaux espoirs. Ce sont ces espoirs qu'on veut aujourd'hui réprimer.

MARC KRAVETZ

Pour soutenir Jean-Louis Hurst, écrivez-lui : 44, avenue Marie-Blanche, 95-Sarcelles.

Soutien financier : J.-L. Hurst, C.C.P. Paris 890.94.

enseignement

les deux ennemis de Hurst

La manifestation pour le soutien à Jean-Louis Hurst, annoncée dans notre dernier numéro, a rassemblé samedi 27 mai quelque 400 personnes au Square Degeyter de Saint-Denis. Après les interventions de Hurst, d'un parent d'élève, de plusieurs élèves et de militants syndicaux, les participants ont éprouvé une joie sans mélange à entendre un membre de l'Association des Parents d'élèves, qui s'acharne contre Hurst, lui reprocher de... ne pas donner de devoirs le soir à ses élèves !

Un cortège s'est ensuite formé jusqu'à la mairie de Saint-Denis, accompagnant une délégation qui demandait à être reçue par la municipalité. Mais, surprise, à l'arrivée les grilles se fermèrent...

Cette compréhension des « édiles dyonisiennes » pour Jean-Louis Hurst fait plaisir à voir. Est-il absolument malhonnête de la rapprocher des faits suivants :

— Le « réveil de Saint-Denis », hebdo du PCF, a commis dans son dernier numéro un article scandaleux contre Hurst et le Comité de Soutien, accusant tout ce monde d'avoir pris Hurst comme cheval de bataille après avoir échoué à Renault et ailleurs...

— Le même jour, des tracts « d'inspiration » identique étaient diffusé à Saint-Denis par le même PCF.

— il ressort des entrevues entre le Comité de soutien et Le Gallo, Inspecteur d'Académie de Seine-Saint-Denis et entre Hurst et le même Le Gallo, que le dossier administratif contre Hurst est pratiquement vide. En revanche, il est abondamment garni de plaintes de l'Association des Parents d'Elèves.

— Qu'est-ce que cette fameuse A.P.E. ? Une « grande organisation de masse » représentative. La preuve : elle regroupe la majorité des parents d'élèves français. Petit détail : près de la moitié des élèves sont les enfants de travailleurs immigrés. Comme de juste, cette APE est présidée par un nommé Cerviè-re, ingénieur de son état, et notoirement proche du PCF.

— Le Conseil départemental du SNI, à majorité Unité et Action (proche du PCF), a refusé de soutenir Hurst. M. Picart, secrétaire, a ajouté : « Lequel d'entre nous, étant père d'élève, désirerait avoir un enfant dans la classe de Hurst ? »

Tous ces éléments convergent dans une même direction. Outre l'animosité de Mme Blaise, directrice du CES Degeyter, Hurst a eu à souffrir de celle du PCF dyonisien.

Mais pourquoi diable ? Pour avoir parlé de Clairvaux, de Buffet, de Bontemps, et toute cette histoire ? Ne serait-ce pas plutôt parce qu'après avoir terminé le film sur Clairvaux, Hurst et ses élèves en préparaient un autre : une enquête filmée sur l'habitat à Saint-Denis, notamment au bidonville du Franc-Moisin... Et chacun sait que la municipalité dyonisienne n'accepte pas volontiers qu'on parle de ses bidonvilles, ni qu'on évoque son attitude vis-à-vis du problème des immigrés.

Vous avez compris... Ainsi Hurst se trouve désormais avec deux ennemis, dont on se demande lequel manœuvre l'autre : l'administration académique et le PCF. Voilà qui promet d'intéressants rebondissements...

Serge Delarue ■

Hurst et ses élèves
Ils n'ont pas de devoirs !

Politique Hebdo, n°35, 29 juin 1972 p. 8 - n°33, 15 juin 1972 p. 9

de toute la france

Hurst : la fin des illusions

Sanctionné pour « inaptitude » pédagogique, interdit de séjour à Saint-Denis, assigné à résidence à Stains, Hurst vient d'être radié de l'Education nationale pour « abandon de poste ». C'est le prétexte trouvé par l'Administration pour clore un dossier, par ailleurs pratiquement vide, sur un rapport d'inspection certes défavorable mais pas au point d'entraîner une mesure aussi grave.

« L'affaire Hurst » est-elle pour autant terminée ? La mobilisation des élèves du CES Degeyter, des parents, des mouvements pédagogiques aura-t-elle été vaine ?

Annoncé au lendemain même des 6 heures des mouvements pédagogiques (1) pour la réintégration de Jean-Louis Hurst, après la suspension de la subvention de l'INRDP (2) aux Cahiers Pédagogiques et les déclarations, rapportées par *La Nation*, de Bayet (président de la Société des Agrégés) contre la revue *L'Education*, cet arrêté de radiation n'est certainement pas de nature à calmer les esprits. Car il est clair, de plus en plus clair, qu'au travers du cas Hurst, c'est la liberté d'expérimentation pédagogique qui est en cause.

Lundi après-midi, par exemple, la façade « libérale » des organismes pédagogiques officiels a volé en éclats. Sollicité de donner un avis « autorisé » sur les méthodes employées par Hurst, l'INRDP s'était dérobé. Aussi une délégation d'enseignants est-elle allée, avec Hurst, prier avec beaucoup d'insistance son directeur de bien vouloir visionner les films réalisés avec les élèves du CES Degeyter. Ce qu'il fera jeudi matin, 29 juin, c'est promis. Il n'est jamais trop tard pour bien faire, mais l'INRDP n'aurait-il pu se prononcer quand il en était temps sur un problème de pure pédagogie ? Certes, comme l'a souligné son directeur, cette belle institution ne peut *en aucun cas se poser en arbitre des expériences qui se font en dehors du programme national et des établissements expérimentaux*, il n'en demeure pas moins qu'elle doit en outre *apporter son concours à l'animation pédagogique à tous les niveaux* (BOEN du 11-2-70) et qu'une affaire comme celle-là n'est pas étrangère à son champ d'action.

M. le Directeur de l'INRDP peut bien se draper dans la neutralité de ses fonctions officielles, les enseignants qui ont pris en matière de pédagogie la « liberté d'initiative » dont la Commission des « Sages » indique l'étendue dans son rapport (dans des termes qu'on pourrait sans peine prêter à Hurst lui-même), se sentent, eux, singulièrement concernés. Et au sein même de l'INDRP, « *... les enseignants du groupe de recherche de l'INRDP Linguistique appliquée à l'enseignement du français... craignent que des groupes tels que le leur ne soient tolérés que pour servir de caution à une politique profondément rétrograde sous son étiquette de "rénovation pédagogique"* ». A l'INDRP encore, une pétition circule indiquant que *les personnels soussignés* (attachés à) *un établissement dont la vocation est précisément de travailler à l'inovation dans tous les domaines de l'enseignement et de l'éducation, sont particulièrement sensibles à cette mesure de répression ; ils apportent leur soutien total à J.-L. Hurst et exigent qu'il soit réintégré dans son poste au CES Degeyter.* L'Ecole Emancipée de son côté, constatant *que toutes recherches, toutes pratiques novatrices sont considérées comme gauchistes par le pouvoir et sanctionnées comme telles... s'élève contre la radiation de Hurst* (et) *s'engage à mener les campagnes les plus larges contre la répression, les attaques convergentes menées par les groupes les plus réactionnaires* (Minute, La Nation, Bayet, St-Denis Républicain). Les Equipes Enseignantes de la Seine-St-Denis s'élèvent elles aussi contre *l'élimination de personnes qui mettent à jour, même isolément, les problèmes de la crise de l'éducation.*

Enfin, revenant sur une lettre diffusée dans tous les établissements de Saint-Denis, un groupe d'élus Unité et Action de la Sous-Section du SNI déclare : *Quoi que l'on puisse penser des moyens de lutte employés par Jean-Louis Hurst, l'essentiel est que nous nous trouvons là devant une sanction arbitraire que nous ne pouvons accepter. Nous devons la dénoncer et en exiger la levée immédiate. (...) Quant à la pédagogie mise en cause, nous estimons que la sanction dont elle est l'objet est inadmissible.* (J. Daniel, N. Pietri, C. Pietri, J.-B. Tillier.)

A ce point de « l'affaire», un premier bilan doit être tiré. Contre Hurst et sa pédagogie, toutes les institutions — administration, municipalité, presse non révolutionnaire, association des parents d'élèves et syndicats (SGEN excepté) — se sont ligués. Cet empêcheur de tourner en rond semble bien avoir été sacrifié sur l'autel de l'Ordre, qui ne manque décidément pas de prêtres. Ce qui ne fait que rendre plus évidente la nature politique de ce conflit autour des méthodes pédagogiques.

La véritable affaire Hurst commence. Le problème, non pas tant d'une pédagogie révolutionnaire mais du rôle révolutionnaire de la pédagogie, restera présent dans bien des esprits à la rentrée.

Septembre risque d'être mouvementé...

F.T. ■

(1) A l'exception du GFEN, particulièrement lié au PCF.
(2) Institut National de Recherche et de Documentation Pédagogiques, ex-IPN.

P.S.-P.C. : un programme commun... de législature

Voici donc enfin signé — comme il ne pouvait en être autrement — le « programme commun de gouvernement » entre le Parti communiste et le Parti socialiste. En fait, ce programme de gouvernement n'est qu'un programme de législature, bien loin des ambitions affichées dans le « petit livre orange » et son concurrent socialiste.

On peut se demander à quoi ont servi, dans la dernière période notamment, les éclats de Marchais. Le PC a finalement cédé sur les points qu'il proclamait le plus hautement essentiels : le contrat de législature, le nombre et l'étendue des nationalisations, la destruction de la force de frappe, la dénonciation du Pacte Atlantique. Quant au cheval de bataille de la gauche du PS, l'autogestion, il n'en reste guère que le souvenir.

Cet « événement politique d'une portée considérable qui fera date dans l'histoire du mouvement ouvrier et démocratique » (Marchais) doit donc être ramené à ses justes proportions : celles d'une arme — qui aura certes son poids — dans la bataille législative du printemps prochain. Certainement pas un moyen de mobilisation des masses pour une avancée réelle vers le socialisme.

Nous aurons l'occasion d'en reparler.

de l'affaire Hurst au « Franc Moisin »

L'enquête sur l'habitat à St-Denis qui avait conduit Hurst et ses élèves au bidonville du Franc-Moisin a été interrompue pour cause de sanction.

Mais la vie continue : à St-Denis, on « résorbe » à tour de bras, et le Franc-Moisin, célèbre entre tous, est aujourd'hui un vaste chantier. Bientôt s'élèveront sur son emplacement, outre des HLM, une école. Très bien.

Mais les familles des travailleurs immigrés ou maghrébins ? On les expulse, en 48 heures, à mesure que les engins des entreprises « L'Hirondelle » ou « Tout le bâtiment » grignotent le terrain. On les « reloge » aussi — ça, c'est l'affaire de la Sonacotra — : certaines familles abandonnent leurs baraques pour en occuper d'autres un peu plus loin ; d'autres sont entassées dans des locaux désaffectés 25, avenue de Pressencé, dans des conditions guère meilleures qu'au bidonville.

Qu'en pense le secteur social municipal ? N'est-il pas informé par son antenne implantée dans le bidonville même ?

La lettre ouverte qui lui est adressée par le Comité de solidarité avec les travailleurs immigrés du bidonville du Franc-Moisin devrait en tout cas éclairer sa lanterne... ■

LIBERONS L'ECOLE, L'AFFAIRE HURST

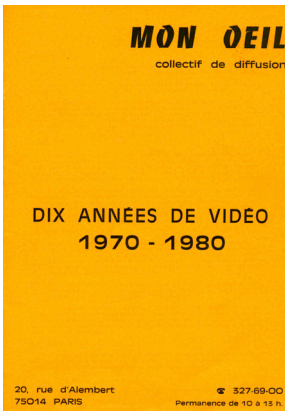
Sous ce titre, une brochure, « Supplément à Politique Hebdo », et faisant le point sur l'affaire du CES Degeyter à Saint-Denis est éditée à l'occasion des « 6 heures, sur l'école, pour l'école, contre l'école, et pour la réintégration de Jean-Louis HURST », organisées par les mouvements pédagogiques (Palace, 8, rue du Fbg-Montmartre, Paris-9e jeudi 15 juin, de 16 à 22 h).

Cette brochure sera disponible à POLITIQUE HEBDO, et à la Librairie « La Commune », 28, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris - 5e.

Prix : 4 F.

Photographie : le tournage du film sur Clairvaux, 1972, Jean Louis Hurst de dos, Slon video filme.

Dix années de vidéo - 1970 - 1980, catalogue de la coopérative de diffusion *Mon oeil*



05 L'ECOLE

0501 LE CONTRE-PROCES DE CLAIRVAUX PAR UNE CLASSE DE SIXIEME : Slon vidéo, 1971, 35 mn.

Des élèves de 6ème du CES Degeyter, à Saint-Denis, font une enquête sur la peine de mort et reconstituent en classe un contre-procès de Clairvaux.

0502 L'AFFAIRE HURST : Slon vidéo, 1972, 22 mn.

Les élèves de 6ème du CES Degeyter font grève contre la mutation de leur professeur. L'occupation de la classe, la manifestation de Saint-Denis.

Le Nouvel Observateur, 26 juin 1972, p. 36-37

L'AFFAIRE HURST

Dans un article
— « la Grève à onze ans » —
paru dans notre numéro 395 du 5 juin,
Marc Kravetz racontait
les circonstances de la « mutation »
d'un professeur du C.E.S.
Degeyter à Saint-Denis,
Jean-Louis Hurst.
L'administration lui reprochait
des méthodes pédagogiques peu orthodoxes.
Cet article a provoqué
une « mise au point » de l'inspecteur
départemental, Jean Tétard.
Quelques jours après que nous l'avons reçue,
nous parvenait la nouvelle
de la « radiation du cadre
des instituteurs » de Jean-Louis Hurst.
On lira, ci-dessous,
la lettre de Jean Tétard
et la réponse
de Jean-Louis Hurst.

JEAN-LOUIS HURST « *Changer les choses pour changer les hommes* »

«Notre école à nous c'est la vie!»

Monsieur Tétard, vous m'étonnerez toujours. Cela a commencé un matin de février, la veille des vacances de mardi gras, un jour de relâche en quelque sorte, où les professeurs ont plus l'habitude de sortir leur tourne-disque que le livre de grammaire. Je ne m'attendais pas du tout à votre visite. Vous êtes arrivé dans ma classe à 8 heures 10. Je vous ai dit : « *Vous tombez mal. Nous recommencions un débat qui a été malencontreusement effacé sur une bande magnétique. Nous en avons besoin pour le montage définitif de notre premier film vidéo. Ce sera assez artificiel.* » Vous avez répondu : « *Tout m'intéresse.* »

J'en ai vite douté. Vous vous êtes assis au fond de la salle, à côté d'une directrice rigide. Vous avez drainé vers vous tous les cahiers disponibles. Vous avez vite disparu derrière deux piles volumineuses. Au bout de trente-cinq minutes, vous m'avez prié de vous suivre. Vous m'avez fait attendre dix minutes devant une pièce où vous teniez conciliabule avec la directrice et le sous-directeur. Puis, pendant trois quarts d'heure, vous avez parlé. J'ai reconnu, mot pour mot, les critiques que m'assenait depuis deux mois la directrice à propos du « *caractère morbide* » et des « *risques sérieux de traumatisme pour les enfants* » que contenaient les sujets de mes cours. Pas une question, de votre part, sur le travail d'enquête en équipe, notre correspondance scolaire, l'emploi du magnétophone pour l'autocorrection de l'expression orale, encore moins sur le magnétoscope qui était pourtant d'un emploi peu courant dans votre circonscription. Quand je vous ai invité à la projection de notre film, vous m'avez répondu que vous n'étiez pas libre. Vous ne l'avez toujours pas vu. Quand je vous ai demandé certains conseils (je ne prétends pas « *détenir la vérité* »), vous vous êtes retranché derrière une promesse de bibliographie. En vous écoutant, j'ai compris alors qu'il s'agissait d'un coup monté. On vous utilisait pour officialiser des attaques qui venaient d'ailleurs.

Vous ironisez, dans votre lettre, sur « *un rapport d'inspection vieux de sept ans* » (vous auriez même pu ajouter qu'il était rédigé par un « bougnoul »). Dans l'Algérie de l'indépendance, M. Tétard, être inspecté était profitable. Inspecteurs et enseignants collaboraient à transformer la situation. Ici, et plus particulièrement de votre part, une inspection est une opération de police. J'étais sceptique, il y a quelques mois à l'égard de collègues qui, considérant l'inspection comme une institution piégée, la refusaient. Je les comprends maintenant fort bien.

Un premier détail m'étonne sérieusement dans votre lettre d'aujourd'hui. Vous affirmez que personne, *pas même la municipalité* (P.C.F.) de Saint-Denis, ne connaissait mon passé et mes activités politiques. Intéressant, M. Tétard ! Vous parlez donc aussi au nom de la municipalité ? Devant cette excellente preuve de la concertation (ou de la collusion) de votre administration et du parti au pouvoir dans le département, comment osez-vous nier qu'il y ait eu, aussi, répression politique contre moi ? La collusion est encore plus frappante au niveau des organes intermédiaires : le S.N.I. local

→

Le Nouvel Observateur, 26 juin 1972, p. 38

→ où la majorité appartient à la tendance Unité et Action, l'A.P.E. de mon C.E.S. (de Fédération Cornec, et non Armand, en dépit d'une correction malencontreuse du « Nouvel Observateur ») qui est animée par le responsable d'une des six sections du P.C.F. de la ville.

Que ce beau monde se soit peu soucié de mon passé est vraisemblable (encore que ma directrice se soit crue obligée de révéler à l'A.P.E. que j'avais été arrêté à Sarcelles pour un collage d'affiche en période électorale). Mais ce qui l'inquiétait, et singulièrement la municipalité, c'est que je faisais dans le présent avec mes élèves : un film sur la vie des enfants au bidonville du Franc-Moisin et dans le quartier industriel de la Plaine. Ils y disaient que la mairie se moquait de leurs loisirs. Quand on sait que nous projetions nos films un peu partout, je trouve tout à fait normal que ces révélations aient pu faire peur. Personne ne s'y est trompé d'ailleurs en lisant les nombreux tracts du P.C.F. et les cinq articles du journal municipal qui mettaient en cause violemment, après ma mutation, mes méthodes pédagogiques. Vous seriez bien le seul, M. Tétard, à n'y avoir vu que du feu. Mais peut-être serez-vous édifié d'apprendre ce que l'inspecteur d'académie, lui, en pense ? Il m'a dit que ma sanction avait été prononcée en son absence (par M. Lenoir, son adjoint, qui a, je le précise, des amitiés connues au P.C.F.) et que cela ne serait pas arrivé avec lui. Il a dit aussi, à un délégué syndical, qu'il était sollicité constamment par les autorités locales pour épurer le département des enseignants gauchistes.

Les fonds de cartable

Vous m'étonnez aussi par les conceptions pédagogiques que vous avancez. Elles ressemblent étrangement, dans leur formulation, à celles que j'ai exposées. J'insiste, en effet, tout particulièrement sur l'importance des sujets d'actualité pour susciter l'expression et de l'enquête pour former l'esprit critique. Vous semblez dire que les instructions officielles le préconisent aussi. Ce n'est pourtant pas ce que j'avais lu dans les extraits que ma directrice m'avait vantés. Que vous défendiez l'Education nationale n'est pas curieux. Vous êtes payé pour cela. Ce qui l'est, par contre, c'est qu'en quatre mois, vous retournez complètement votre veste.

En février, vous me dites que parler de Clairvaux en classe est traumatisant, en juin vous sous-entendez qu'on peut faire un travail sérieux, « *même sur ce thème-là* ». Vous restez au moins constant sur une critique : celle du « *bavardage* ». Mais il faudrait s'entendre. Vous bornez-vous aux impressions que vous gardez du faux débat auquel vous avez assisté, qui n'était qu'une redite ? En ce cas, votre jugement est malhonnête. Ou bien, critiquez-vous la manière dont je faisais réfléchir et débattre, en temps ordinaire, mes élèves ? En ce cas, vous êtes en contradiction avec vous-même puisque je les faisais, comme vous dites, « *se documenter soigneusement, apporter des éléments d'information, contrôler l'expression* » en réécoutant de nombreuses fois nos bandes magnétiques et en voyant nos films. Je crois plutôt, M. Tétard, que vous avez, comme tout notable de l'Education nationale, un respect mythique de la parole rentabilisée, que vous êtes enfermé dans des notions très technocratiques de programmation des horaires et des cerveaux, d'une école aseptisée et complètement coupée de la vie et du temps.

Vous le dites vous-même : « *Ses élèves n'auront pas la possibilité de rattraper ce qui n'aura pas été* fait *par leur maître.* » Tout un programme ! Vous illusionnez ainsi une fois de plus les parents ouvriers sur les fameuses « chances égales pour tous ». Et vous donnez aux élèves une malheureuse remplaçante, bachelière de son état, qui leur impose les dictées et les analyses logiques de son enfance, dont vous considérez vous-même qu'elles n'ont plus cours. Beau tour de passe-passe.

Vous m'attaquez même sur la géographie. C'est nouveau. Il n'en était pas question en février. Maintenant tous les moyens sont bons. Vous êtes allé racler, il y a quinze jours, les fonds de cartables pour dénicher quelques cahiers qui sont décidément vos pièces à conviction préférées. Or il se trouve que c'est un peu ma spécialité, la géographie. J'en ai fait une licence avec des professeurs tout à fait passionnants. Et je me demande bien en quoi un inspecteur du primaire a son mot à dire sur l'enseignement moderne de cette matière dans le secondaire. Je ne vais pas entrer dans le détail de ma méthode, je résume. Tout se tient : je liais actualité, histoire, conditions naturelles et économie. Dans cette optique, je ne crache pas sur la géologie. *A condition qu'elle serve à quelque chose.* Et, pour moi, elle sert à expliquer aussi l'agriculture et les mines, pourquoi l'Europe du Nord est favorisée par rapport à celle du Sud. Or voilà que ce M. Tétard, que la pédanterie n'étouffe décidément pas, trouve le procédé « antédiluvien ». Pourtant, il ne s'offusque pas que les élèves de 4e se « farcissent » la même année, en sciences, un programme complet de géologie abstraite qui ne leur servira à rien, sinon à jouer les étudiants en différenciant le micaschiste du quartz dans les musées archéologiques — s'ils en visitent !

Pour se faire mieux comprendre, il restait à M. Tétard les coups bas. Pour ce petit fonctionnaire, le terrain est tout trouvé : la question des absences. Il y va sans peur du ridicule et du mensonge. Si j'avais réellement fait « *trois à quatre leçons de géographie depuis septembre* », je me demande bien à quoi il sert en ne s'en rendant pas compte plus tôt. Il me compte absent pendant deux mois et demi en sautant allégrement sur les vacances de Pâques et deux semaines de présence effective durant la même période. Que répondre à ce triste comptable ? Que ça existe aussi les professeurs malades ? Que je me porte en effet, à merveille, depuis que je ne subis plus quotidiennement les mesqueneries de son administration ? Qu'il n'est jamais venu inscrire mes heures supplémentaires des après-midi de jeudi et de samedi passés avec mes élèves ? M. Tétard confond la ponctualité bureaucratique avec l'assiduité auprès des enfants.

Dans son fatras d'arguments, où sont les raisons véritables de ma mutation ? Je les attends toujours. M. Tétard essaye de me faire passer pour un rigolo et un incapable. Voilà une manière bien téméraire de manier le mépris. M. l'inspecteur d'académie adjoint me proposait tout récemment un entretien pour que je lui expose mes méthodes, dont il aimerait faire profiter tous les professeurs des classes pratiques et de transition du département.

Passer à l'offensive

N'avez-vous pas mis trop de zèle, M. Tétard, à vous blanchir aux yeux de vos supérieurs ? Votre mépris, il est vrai, me paraît bien incurable. Vous en avez pour la pédagogie que vous ramenez à une simple question « d'humeur » et d'érudition. Vous en avez surtout pour les enfants que vous assimilez à des acteurs de « western ». Il me revient cette phrase que vous m'avez dite devant le C.E.S. Degeyter, après ma mutation : « *Les enfants, on peut en faire ce que l'on veut. Je me fais fort de les amener à crier* « A bas Hurst ! » *au bout d'une semaine et même de me faire aimer d'eux.* » Il y a des choses que vous ne comprendrez jamais, M. Tétard.

Sous vos allures faussement modernistes, vous cachez une lamentable inaptitude au métier d'éducateur. Vous n'êtes pas le seul. Mais les gens comme vous ne nous abuseront plus longtemps...

...Quand j'ai écrit cette réponse, j'avais encore quelques problèmes à régler avec les inspecteurs. J'appartenais à l'Education ntionale.

Maintenant, c'est fini. Je viens d'être *radié*. (Pour « abandon de poste » soi-disant. Alors que je m'y cramponnais pour y changer les choses, pour y changer les hommes !)

M. Tétard, vous avez gagné la première manche ! Vous avez aidé à débarrasser votre bergerie d'un de ses loups. Mais je doute que vous et les vôtres puissiez vous rendormir en toute quiétude.

L'affaire de Saint-Denis a fait trop de bruit. Trop de gens se sont sentis concernés : c'est l'école qu'ils souhaitent qui était attaquée. Les groupes pédagogiques les plus éminents ont organisé « 6 heures » pour ma défense. Des milliers d'écoliers, d'enseignants et de parents ont signé des pétitions, m'ont écrit pour me soutenir, pour agir.

Eux aussi en ont assez de vous subir, de parer à la répression. Ils veulent passer à l'offensive.

Avec eux, nous venons de créer le « Mouvement de libération de l'école », le mouvement pour nous libérer de l'école. Dans celle que nous voulons, et qui peut se faire dès maintenant, les élèves parleront et les professeurs apprendront à se taire. Mais nous quitterons progressivement vos établissements sinistres. Car notre école, à nous, c'est la vie.

JEAN-LOUIS HURST

POUR UN MOUVEMENT DE LIBERATION DE L'ECOLE

Des centaines d'écoliers, d'enseignants et de parents ont écrit à Jean-Louis Hurst. Ils disent tous la même chose.
Ce qui a paru exemplaire dans l'affaire de Saint-Denis, c'est que les questions de fond y ont été posées : Que pouvait être une pédagogie de révolutionnaire aujourd'hui ? Comment pouvait-on l'appliquer ? Qui sont alors nos amis et nos ennemis ?
Il y a en France des milliers de Hurst, des milliers de père d'Eric, des millions de Sylvie.
Ils en ont assez de subir, de parer à la répression. Ils veulent passer à l'offensive.
Ils veulent libérer l'école.
Plus précisément : ils veulent SE LIBERER de l'école.

Il s'agit d'abord de L'ECOLE DE LA BOURGEOISIE. C'est une des trois étapes de la vie de l'enfant, entre la famille et la caserne, pendant lesquelles on le forme à servir la bourgeoisie.
A la caserne, c'est clair. A la maison, c'est moins net. Pourtant chacun sent bien que l'idéologie bourgeoise s'est infiltrée, s'est imposée dans chaque foyer ouvrier. On y répète ce qu'on lit dans les journaux et ce qu'on voit à la télévision. Plus les parents subissent l'exploitation de leur patron, plus ils ont tendance à se défouler sur leurs gosses. L'obéissance, la « sagesse », le silence, semblent être des qualités éternelles, tombées du ciel, qu'on ne remet pas souvent en question. 99 % des parents, dans notre société, sont répressifs. Pourtant, beaucoup seraient prêts à l'admettre et à évoluer.
Quant à l'école de cette société, elle a trois rôles :

- Inculquer la discipline, c'est-à-dire la docilité.
- Quand le terrain est ainsi préparé, imposer aux jeunes cerveaux, par des programmes bien rôdés, l'idéologie dominante.
- Sélectionner les individus en fonction de leur faculté d'adaptation aux idées de la bourgeoisie, faculté qui correspond souvent à la position et à la fortune des parents.

Se libérer de cette école-là, c'est la détruire de fond en comble. Et comme on ne peut pas le faire entièrement avant le changement de société, on peut commencer par la ronger, la gangréner, essayer d'y prendre localement le pouvoir et s'en servir pour faire le contraire de ce qui y est imposé.
Il faut que les enseignants qui se disent progressistes ou révolutionnaires comprennent que c'est là leur première tâche, au lieu de se borner à faire bouger les choses ailleurs qu'à l'école. Ils sont à une place privilégiée, au coeur du bastion idéologique de la bourgeoisie. Leur action y est déterminante.
Il faut prendre le contre pied de l'école bourgeoise, dans ses trois rôles :

- D'abord, laisser aux jeunes la parole.
- Mais parler, ce n'est pas bavarder. On n'a pas tellement de temps à perdre. La parole, c'est aussi une arme. Elle sert à découvrir la société qui nous entoure, à échanger, enquêter, analyser, dénoncer, mobiliser, transformer. Il faut balayer le contenu des programmes scolaires de la bourgeoisie. Il faut traiter de la réalité et de la lutte des classes. Faire émerger une nouvelle idéologie. Non par un contre-viol qui consisterait à imposer Marx à la place de Racine. Mais en laissant les élèves parler de leur vie et du monde, en leur demandant simplement d'être convaincants, c'est-à-dire exigeants dans leurs recherches.
- Il reste le problème des examens. On sait déjà qu'avec un peu d'astuce et du travail d'équipe, on peut déjouer pas mal de leurs pièges. Mais il arrivera bien un moment où on les boycottera massivement.

Car il serait temps d'en finir avec les expériences exemplaires locales et les cas de répression individuels. Il serait temps de nous découvrir, nous qui voulons changer tout cela, de nous tendre la main, de nous organiser et de passer ensemble à l'offensive.

Créons un état d'esprit nouveau, A LA BASE, dans les écoles de ce pays. QUE LES ELEVES PARLENT ET QUE LES PROFESSEURS APPRENNENT A SE TAIRE. QU'ON LES OBLIGE A ECOUTER S'IL LE FAUT. Mais beaucoup déjà comprennent qu'ils ont plus à apprendre de leurs élèves que de leurs livres.

Allons vivre ensemble ailleurs, chaque fois que cela est possible. Nous créerons ainsi entre « élèves » et « professeurs » des rapports nouveaux, des rapports qui tendent à l'égalité, qui pourront être fondés sur l'estime et sur l'amour.

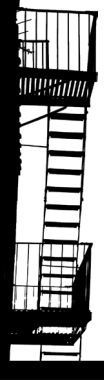
Nous associerons les parents. Beaucoup peuvent comprendre. Ils ont tellement subi, qu'ils rêvent d'une vie différente pour leurs enfants. S'ils sont d'accord sur le fond, mais pas sur les moyens, ce n'est pas très grave. Souvent les ouvriers sont mystifiés par le P.C.F. qui leur fait croire que l'accès à l'école (en tant que telle) est une conquête du prolétariat et que les enfants des travailleurs ont droit aux mêmes connaissances (programmées) que les enfants des patrons (même si on les empêche de prendre la voie royale !). Il faut discuter dès le début avec les parents, faire le maximum de choses avec eux. Ils peuvent être convaincus en voyant l'evolution et l'épanouissement de leurs enfants. Ils les envieront. Les autres comprendront plus tard. Il y a des hommes qui n'ont pris leur femme au sérieux que lorsqu'elle fut au M.L.F. !

On se libèrera aussi un jour de L'ECOLE TOUT COURT EN TANT QU'INSTITUTION. Pour quelle raison, dans la société nouvelle, ferait-on l'apprentissage de la vie entre quatre murs, avec des spécialistes ? Ce que nous entrevoyons pour tout de suite, nous le généraliserons demain.

Notre école, c'est la vie.

pour parler du projet, envisager son devenir, proposer des pistes de travail, amener des documents, cataloguer, deviser...

Permanence des Archives :
le premier lundi de chaque mois
de 19h à 21h30 à la Maison Ouverte
17, rue Hoche à Montreuil - M° Mairie de Montreuil



ARCHIVES GETAWAY
LUTTES SOCIALES
GROUPES REVOLUTIONNAIRES
getaway@inventati.org
getaway.eu.org